Pierresvives – Direction générale Archives et Mémoire

La Résistance dans l'Hérault pendant la Seconde Guerre mondiale

Relevé des cotes conservées aux Archives départementales de l'Hérault

2019

Archives publiques
(entrées par voie ordinaire)

État : services déconcentrés, établissements publics, organismes chargés de mission de service public

DÉFENSE – ANCIENS COMBATTANTS

Fonds de la direction départementale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre

L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre est un établissement public à caractère national placé sous la tutelle du ministère de la défense. Il résulte de la fusion de plusieurs organismes créés au cours du XX^{e} siècle : Office national des mutilés et réformés de la guerre (créé en 1916), Office national des pupilles de la Nation (créé en 1917), Office national du combattant (créé en 1926).
En 1946, l'Office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation prend le nom d'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. Il est doté dans chaque département de comités départementaux. Les ordonnances du 7 janvier 1959 suppriment les comités départementaux pour les remplacer par les directions départementales placées sous l'autorité du préfet.
Le fonds reflète les missions essentielles qui relevaient du service pendant la Seconde guerre mondiale et à la Libération ainsi que le suivi de la gestion des droits des anciens combattants et victimes de guerre jusqu'à nos jours :
- aide aux sinistrés et réfugiés,
- prise en charge du retour des prisonniers et déportés,
- reconnaissance du statut de combattant avec l'attribution des cartes du combattant
- action sociale avec les dossiers de pupilles de la Nation.

*En ce qui concerne la Résistance, ce fonds est essentiel puisque s'y trouvent les dossiers relatifs au retour des **déportés** politiques, à l'attribution du titre de **combattants volontaires de la Résistance** et **carte du combattant au titre de la Résistance** et à l'établissement du **certificat du combattant.***

Fonctionnement de l'ONAC

Réglementation

1911 W 4	Instructions et circulaires concernant les internés politiques, les évadés, les résistants (CVR et Art. 137), les prisonniers de guerre et la carte du combattant.	1957-1999

Organisation administrative

Conseil et commissions (formations spécifiques)

1911 W 78	Conseil départemental des anciens combattants et victime de guerre : procès-verbaux des séances du conseil d'administration (1941-1954). Commission consultative spéciale pour l'examen des demandes de certificat du combattant, séances du 25 mai au 24 août 1944 : procès-verbaux. Registres d'enregistrement et de délivrance des cartes (1939-1995). Registres d'enregistrement et de délivrance des cartes : Cartes du Combattants n° 51842 à 71206 portant sur les 2 conflits mondiaux (1939-1972). Certificats du Combattant (30 mai 1944 au 24 août 1944). Cartes du Combattant volontaire de la Résistance (1952-1981). Cartes du STO (1953-1995). Cartes des réfractaires (1953-1994). Cartes des patriotes transférés en Allemagne (1955-1972).	1939-1955

1911 W 96 Commissions nationales. 1994-1977
Commission nationale de la carte du combattant (1994). Commissions nationales de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant au titre de la Résistance A137 (1994-1997). Commission nationale des réfractaires (1995). Commissions nationales des déportés et internés politiques (1996) et des déportés et internés politiques en Indochine (1996).

Commissions spécifiques à la Seconde Guerre mondiale

1911 W 79 Commission du titre de réfractaires.. 1958-1992
Procès-verbaux de la commission et décisions préfectorales (1958-1965, 1968, 1977-1992), décisions ministérielles (1958-1966).

Commission de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de la carte du combattant au titre de la Résistance (A.137)

1911 W 91 Procès-verbaux puis dossiers des séances. 1951-1986
Procès-verbaux (1951-1962) ; dossiers des séances : procès-verbaux, décisions préfectorales et ministérielles, correspondance (1967-1986).

1911 W 92 Dossiers des séances (1987-1994). Dossiers d'autres départements transmis pour avis à la commission (1979-1985). 1979-1994
Procès-verbaux, décisions ministérielles et préfectorales, correspondance.

1911 W 94 Décisions préfectorales de rejet. 1959-1961
3 registres.

1911 W 93 Décisions préfectorales d'attribution (1952-1969, 1983-1994) et de rejet (1983-1988). Statistiques des décisions préfectorales et ministérielles (1983-1990). 1952-1994

1911 W 95 Décisions ministérielles d'attribution (1953-1997) et de rejet (1956-1995). 1953-1997

Activités spécifiques

Seconde Guerre mondiale

1911 W 78 Recensement par commune des raflés, requis, fusillés, disparus et décédés de l'arrondissement de Montpellier par le service départemental des Anciens combattants et victimes de guerre. [1962-1965]

Service des prisonniers de guerre et déportés (Maison du prisonnier)

Service d'entraide et secrétariat social

13 W 207 Fichier des distributions de vêtements et points textiles au groupement des réfractaires et maquisards (GNRM), à l'association nationale des anciens de la Résistance (ANAR), aux Forces françaises de l'Intérieur (FFI), Forces françaises libres (FFL) et Francs-tireurs et partisans français (FTPF). 1945-1946

13 W 150	Distributions de vêtements aux FFI, FFL, ANAR, FTP, prisonniers de guerre, déportés et internés politiques, réfractaires, STO, réfugiés et sinistrés : listes nominatives, correspondance.	1946-1947

Service des déportés et du STO

13 W 181	Renseignements sur les déportés politiques, listes de rapatriés, de disparus, décédés et déportés raciaux dans l'Aude, l'Aveyron, le Gard, la Lozère, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales. *Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)*	1945-1946
13 W 182/1	Dossiers individuels de déportés politiques rapatriés. A-L. *Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)*	1946
13 W 182/2	Dossiers individuels de déportés politiques rapatriés. M-Z *Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)*	1946

Droit du monde combattant à la reconnaissance

Attribution des cartes de combattants volontaires de la résistance (CVR) et de combattants au titre de la Résistance

Selon leur date de début d'entrée en Résistance et leurs activités, les personnes justifiant d'une activité résistante peuvent prétendre à deux types de carte : une carte de statut spécial attribuant le titre de combattant volontaire de la Résistance ou une carte du combattant classique attribuée au titre de la Résistance. Les modalités d'attribution de ces cartes sont fixées par la législation ; les principales différences entre ces deux cartes sont les suivantes :

- La carte du combattant volontaire de la Résistance (CVR)

Pour obtenir le titre et la carte de combattant volontaire de la Résistance, il faut justifier d'une activité résistante au moins 90 jours avant le 6 juin 1944. Le titre de déporté ou interné résistant, délivré par la direction interdépartementale de l'ONAC, donne droit de fait à la carte CVR.

L'attribution de la carte CVR s'accompagne quasi systématiquement de l'obtention de la carte du combattant classique, en vertu de l'application de l'article 137 (cf infra). Cela explique que la grande majorité des titulaires de la carte CVR ait également une carte du combattant.

-La carte du combattant au titre de la Résistance (art. 137)

Cette carte découle de l'application de l'article 137 : ce dernier prévoit que toute personne ayant servi dans la Résistance au moins 90 jours en unité combattante peut se voir attribuer la carte du combattant au titre de la Résistance. Le plus souvent, cette carte est délivrée aux personnes entrées tardivement en Résistance (moins de 3 mois avant le débarquement) mais qui ont participé aux combats de la Libération.

L'attribution de ces cartes est soumise à la production de documents attestant de services dans la Résistance : certificat d'appartenance à un mouvement de Résistance homologué ou témoignages circonstanciés de personnalités ayant déjà été reconnues résistantes par exemple.

Fichier

1911 W 160	Abb-Evr.	1952-1999
1911 W 161	Fab-Put.	1952-1999
1911 W 162	Qua-Zyl.	1952-1999

Dossiers individuels de demande d'attribution du statut

Résistants ayant obtenu la CVR et la carte du combattant

2103 W 16-17 1911 W 9-53	Classement dans l'ordre numérique.	1952-2006

Résistants ayant obtenu uniquement la CVR

1911 W 54	Alb. à Gaz.	1952-1955
1911 W 55	Germ. à Parou.	1952-1955
1911 W 56	Perv. à Yvor.	1952-1955

Résistants extérieurs ressortissants d'un autre département

2103 W 19 1911 W 69-70	Dossiers classés par numéro.	1947-2004

Autres dossiers

13 W 38	Demandeurs décédés (classement par numéro de demande).	1946-1965
1911 W 57	Aigalin à Weiss.	1952-1955.
2103 W 20	Achard à Zitman.	1947-2006.

Dossiers de demande de CVR rejetés

13 W 8-37	Dossiers classés par numéro.	1958-1961
1911 W 58-61	Dossiers classés par nom.	1955-2001
2103 W 18	1911 W 58. Altim. à Dur.	1955-1999
	1911 W 59. Estim. à More.	1955-1999
	1911 W 60. Nèg. à Serv.	1955-1999
	1911 W 61. Tarniq. à Vuil.	1955-1999
	2103 W 18. Barc. à Steinm.	1952-2001

Dossiers de demande de CVR rejetés mais obtention de la carte du combattant au titre de la Résistance (art. 137)

1911 W 62-63 2103 W 20	Dossiers classés par numéro.	1956-1995

Dossiers de demande de carte du combattant au titre de la Résistance (art. 137) rejetés

2103 W 20	Lesc. et Nav.	1973-2003
1911 W 64	Aff. à Bey.	1960-1995
1911 W 65	Bilew. à Frinq.	1960-1995

1911 W 66	Gamu. à Mouys.	1960-1995
1911 W 67	Nèg. à Serv.	1960-1995
1911 W 68	Sica. à Zem.	1960-1995

Dossiers de demande de la carte du combattant avec mention « faits de résistance »

Attribution et rejet

2103 W 1	Abr. à Barn.	1949-2000
2103 W 2	Bar. à Bot.	1949-2000
2103 W 3	Bouch. à Car.	1949-2000
2103 W 4	Carr. à Corn.	1949-2000
2103 W 5	Corte. à Djebr.	1949-2000
2103 W 6	Dolq. à Fulc.	1949-2000
2103 W 7	Gaba. à Gren.	1949-2000
2103 W 8	Gri. à Lacr.	1949-2000
2103 W 9	Laf. à Marc.	1949-2000
2103 W 10	Mari. à Montf.	1949-2000
2103 W 11	Monto. à Pelleg.	1949-2000
2103 W 12	Peller. à Rey.	1949-2000
2103 W 13	Rib. à Seg.	1949-2000
2103 W 14	Seid. à Valen.	1949-2000
2103 W 15	Valér. à Zygm.	1949-2000

Attribution du statut de réfractaires

Fichier

1911 W 7	Aba-Zot.	1943-1999

Dossiers individuels de demande d'attribution de statut

1606 W 63-100 1911 W 76	Dossiers classés par numéro.	1950-2000

Fonds de la direction interdépartementale des anciens combattants

À l'issue de la Première Guerre mondiale, est créé le ministère des pensions afin d'assurer la prise en charge des anciens combattants. Par la loi du 27 janvier 1947 le ministère des anciens combattants et victimes de guerre se substitue au ministère des pensions avec des directions interdépartementales, puis des directions interrégionales.
À l'origine, le ministère des anciens combattants est un ministère de plein exercice. Mais depuis le décret n°99-226 du 23 mars 1999, il est rattaché au ministère de la défense.
Ainsi, la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre du Languedoc-Roussillon est un service déconcentré du ministère de la défense, à compétence régionale, qui gère et attribue différents droits et prestations prévus par le code des pensions militaire d'invalidité. Elle est supprimée en 2010.
Les archives de la DIAC sont essentiellement constituées de dossiers de pensions d'invalidité militaires et civiles.
En ce qui concerne le second conflit mondial, il est intéressant de signaler l'existence des fiches médicales de rapatriement des prisonniers et des victimes de guerre et des fiches générales de contrôle médical ainsi que les demandes de reconnaissance d'un statut comme celui de déporté ou interné résistant ou politique (même si les dossiers complets sont conservés par l'administration centrale de la direction des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale).

Administration générale

Correspondance

2163 W 212	*A signaler* : dossier sur les fusillés de l'Aude avec rapports de gendarmerie notamment.	1944-1967

Activités spécifiques

Gestion des pensions

Fichier nominatif

2163 W 73-133	Fichier alphabétique des pensionnés.	sd
2163 W 134-142	Fichier alphabétique des ayants-droit.	sd

Dossiers individuels

2163 W 1-57	Dossiers des pensionnés décédés (classement par année de décès puis par ordre alphabétique).	1985-2010
2163 W 58-72	Dossiers des veuves et ayants-cause décédés (classement par année de décès puis par ordre alphabétique).	1978-2008

Autres documents liés à l'invalidité

Fiches générales du contrôle médical

Déportés politiques

Aude

2163 W 211	A-Z.	1945

Aveyron

2163 W 183	Déportés politiques n'ayant passé aucune visite.	1945

Gard

2163 W 175	A-Z.	1945

Hérault

2163 W 164	A-Z, fiches rouges.	1945

Lozère

2163 W 165	A-Z.	1945

Pyrénées-Orientales

2163 W 183	A-Z.	1945

Fiches médicales de rapatriement des prisonniers et des victimes de guerre

Déportés politiques

Aude

2163 W 215	A-V.	1945

Aveyron

2163 W 226	Fiches de la Fédération des centres d'entraide des déportés et internés politiques.	1945

Gard

2163 W 218	A-V.	1945

Hérault

2163 W 223	A-W.	1945

Lozère

2163 W 216	B-Z.	1945

Pyrénées-Orientales

2163 W 224	A-Z.	1945

Attribution des statuts

Instructions, statistiques, correspondance

2162 W 63-64	Instructions et documentation du bureau des statuts concernant notamment la Résistance. *A signaler dans le 2162 W 64* : cartes des internés, déportés, fusillés et victimes civiles pour les départements de l'Hérault, Lozère, Dordogne, Manche, Cantal, Yonne, Bas-Rhin réalisées par le comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale.	1949-1998

Reconnaissance d'un statut

Demande d'attribution du statut de déporté et interné résistant et politique (guerre de 1939-1945)

Déporté et interné résistant et politique (DIRP)

Gestion des demandes

Instructions, documentation, statistiques

2162 W 65	Statistiques et correspondance. Etats numériques et nominatifs des attributions du titre DIRP (1966-1985), bordereaux d'envoi des cartes et des décisions de rejet (1976-1995), attestations (1972-1976).	1966-1995
2162 W 60	Instructions, notes, dossiers documentaires. Dont : circulaires, procès-verbaux de la commission DIRP du 26 mai 1998. Dossier « internés en Espagne » : instructions, listes nominatives des internés en Espagne ayant fait l'objet d'une décision de rejet du titre d'internés résistants, cartes des lieux d'internement et brochure « les évadés de France par l'Espagne » d'octobre 1994 éditée par l'association des évadés de France et des internés en Espagne. Dossier "internés politiques dans la forteresse de Graudenz et autres camps d'Allemagne ou d'URSS" : notes, textes, historique des camps (1973-1993). Dossier « Poupons ou enfants cachés » : documentation, dossiers traités par Caen irrecevables. Dossier « Commission d'amnistie » instituée par le décret 47-1807 du 12 septembre 1947 : procès-verbaux et correspondance (1961).	1959-1998

Enregistrement

2162 W 65	Cahier d'enregistrement des demandes.	1965-1995

Fichiers nominatifs de suivi

2162 W 11	A-B.	1945-2009
2162 W 12	C-F.	1945-2009
2162 W 13	G-MAZ.	1945-2009
2162 W 14	ME-R.	1945-2009
2162 W 15	S-Z.	1945-2009

Décisions

2162 W 67	Rejet du titre DIRP. A-F.	1953-2006
2162 W 68	Rejet du titre DIRP. G-Q.	1953-2006
2162 W 69	Rejet du titre DIRP. R-Z.	1953-2006

Commissions départementales des anciens combattants et victimes de guerre

Procès-verbaux des séances, convocation aux réunions, dossiers soumis à la commission.

Aude

2162 W 71	26 septembre 1967-3 mai 1979.	1967-1979
2162 W 72	10 février 1981-10 avril 1997.	1981-1997

Gard

2162 W 73	3 octobre 1967-14 novembre 1968.	1967-1968
2162 W 74	16 mai 1974-22 juin 1983	1974-1983
2162 W 75	15 juin 1983-4 juin 1996.	1983-1996

Hérault

2162 W 76	11 juillet 1967-23 octobre 1968.	1967-1968
2162 W 77	20 juin 1972-3 octobre 1985.	1972-1985
2162 W 78/1-2	1er octobre 1986-26 mai 1998.	1986-1998

Lozère

2162 W 81	19 février 1968-9 juin 1977.	1968-1977

Pyrénées-Orientales

2162 W 79	18 septembre 1979-30 juin 1992.	1979-1992
2162 W 80	21 avril 1993-1er juillet 1999.	1993-1999

Cartes des titulaires et ayants-cause acceptées et refusées

Examen par la commission départementale puis nationale. Si les avis sont favorables, le demandeur obtient la carte de déporté et interné résistant et politique.

Aude

2162 W 1	Déportés et internés résistants et politiques.	1950-2000

Gard

2163 W 3	Déportés et internés résistants.	1950-2000

Hérault

2162 W 5	Déportés et internés résistants.	1950-2000

Lozère

2162 W 9	Déportés et internés résistants et politiques.	1950-2000

Pyrénées-Orientales

2162 W 8	Internés résistants.	1950-2000
2162 W 9	Déportés résistants.	1950-2000

Dossiers individuels

2162 W 70	Demandes sans suite.	1992-2003
2162 W 36	Dossiers acceptés, rejetés et sans suite. *A noter* : copie du dossier Arthur Marissal.	1988-2008
2162 W 82	Dossiers rejetés et acceptés.	1993-2005
2162 W 66	Dossiers rejetés. A-Z.	1976-2002

ÉDUCATION NATIONALE

Fonds du rectorat de l'académie de Montpellier

Créées initialement par Napoléon Ier en 1808, les circonscriptions académiques régionales sont rétablies en 1854 après 4 ans d'interruption. Le ressort de l'académie de Montpellier s'étend sur cinq départements : l'Aude, le Gard, l'Hérault, la Lozère, les Pyrénées-Orientales.
Le Rectorat, siège de l'Académie, est dirigée par un recteur, haut fonctionnaire choisi parmi les universitaires titulaires d'un doctorat d'Etat, nommé par le Président de la République sur décret pris en conseil des ministres.
Le recteur est le représentant du ministère de l'Instruction publique, devenu en 1932 ministère de l'Education Nationale.
Dans ce fonds, les quelques dossiers indiqués dans ce guide concernent les personnels, professeurs et étudiants impliqués dans la Résistance.

928 W 78	Professeurs et élèves de la faculté des Lettres « morts pour la France » pendant la seconde guerre mondiale, biographies. Correspondance avec les familles.	1946
927 W 149	Distinctions honorifiques, prix de la Résistance : arrêtés (1947) ; croix de la liberté et médaille de la Résistance française : circulaire, propositions, correspondance (1945-1946) ; bonification d'ancienneté pour le personnel ayant pris part à la Résistance : instructions, listes nominatives (1952-1953).	1945-1953

Fonds de l'Inspection académique

L'inspection académique de l'Hérault fait partie de l'académie de Montpellier. Elle est l'échelon départemental du Rectorat et applique la politique du recteur sur son ressort. Elle est placée sous la direction de l'inspecteur d'académie.
La fonction d'inspecteur d'académie est créée par le décret du 17 mars 1808 qui prévoit qu'il y aura dans chaque académie un ou deux inspecteurs. La reconstitution des Académies régionales en 1854 a pour conséquence la réorganisation des inspections académiques. Le recteur de l'académie de Montpellier est depuis assisté de cinq inspecteurs, un par département du ressort académique. Le décret du 22 août 1854 règle leurs fonctions et leurs attributions Dès leur origine, ils ont pour mission la visite et l'inspection des écoles. Les textes ultérieurs renforcent leur rôle dans l'instruction. Il est responsable de tous les services de l'éducation à l'exception de ceux concernant l'enseignement supérieur. Ses responsabilités sont d'ordre administratif et pédagogique. L'inspection académique gère notamment la carrière des enseignants, la scolarité et la vie scolaire, l'organisation des examens et concours.
Dans ce fonds, la référence indiquée concerne non seulement les enseignants mais également les élèves impliqués dans la Résistance.

324 W 8	Rapports individuels sur les activités du personnel dans la résistance en application de la circulaire du 3 mars 1945 relative à la participation de l'enseignement public à la Résistance.	1945

INTÉRIEUR

Fonds de la Préfecture régionale (1941-1944)

La préfecture régionale est créée par la loi du 19 avril 1941 pour coordonner l'information du gouvernement et faire exécuter les directives générales dans deux domaines cruciaux : la police et les affaires économiques. Dans ces deux domaines, le préfet est doté de « pouvoirs spéciaux ». Il est assisté de deux collaborateurs : l'intendant de police et l'intendant des affaires économiques. Les compétences de la préfecture régionale s'exercent sur les départements de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Aveyron et de la Lozère.
Au sujet de la Résistance, le fonds de la préfecture régionale est extrêmement riche. Il contient en effet des rapports des préfets, des services de police, et des dossiers touchant à la surveillance de toutes les personnes soupçonnées de « menées antinationales », quels que soient leurs mouvements d'appartenance.

Organisation générale

Rapports des préfets

D'une manière générale, ces rapports contiennent les rubriques suivantes : opinion publique, police, activités des groupements politiques et groupes d'anciens combattants, questions administratives, questions relatives aux différents services administratifs.

18 W 76	Rapports mensuels du préfet régional (mai 1942 - avril 1944). Contient une vue d'ensemble sur la région de Montpellier au cours de la période du 6 au 11 juin 1944.	1942-1944
18 W 77	Rapports mensuels et bimensuels du préfet de l'Aude (août 1942 - juillet 1944).	1942-1944
18 W 78	Rapports mensuels ou bimensuels du préfet de l'Aveyron (février 1942 - juillet 1944).	1942-1944
18 W 79	Rapports mensuels ou bimensuels du préfet délégué de l'Hérault (novembre 1941 - avril 1944).	1941-1944
18 W 80	Rapports mensuels ou bimensuels du préfet de Lozère (décembre 1941 - juin 1944).	1941-1944
18 W 81	Rapports mensuels ou bimensuels du préfet des Pyrénées-Orientales (décembre 1941 - mai 1944).	1941-1944
18 W 82	Organisation et exploitation des rapports des préfets départementaux : correspondance, extraits de rapports annotés par le préfet régional, circulaire (1942-1943). Réponses aux questions posées par les préfets dans leurs rapports : bulletin de documentation du ministère de l'Intérieur (1943). Synthèse nationale des rapports mensuels des préfets (juillet - août 1943). Synthèse nationale des rapports des préfets de la zone libre (décembre 1941 - avril 1943). Rapports incomplets (rédacteurs inconnus, sans date).	1941-1943

Police

Rapports

Tous services

18 W 149	Rapports des services de police. - Rapport mensuel d'activités du commissariat spécial de Sète (janvier, avril 1942). - Rapport mensuel d'activités du commissariat de Mèze (février 1942). - Rapports mensuels d'activités des services de l'intendance régionale de police. Concerne : groupes mobiles de réserve (GMR), sécurité publique, Renseignements généraux, police de sûreté, services administratif et médical. Contient des statistiques des écroués, le signalement des affaires politiques, des attentats, des statistiques du personnel (février 1942 - avril 1944). - Rapports d'activités hebdomadaires du commissariat spécial de Montpellier (janvier - février 1942). - Compte rendu de la conférence régionale de police régionale (4 avril 1942). - Compte rendu sommaire de la réunion des intendants de police à Vichy du 2 juillet 1942. - Rapport d'activités des services de la sécurité publique (juillet 1942). - Rapport de l'Intendant de police sur la situation dans la région après les événements d'Afrique du Nord (novembre 1942). - Situation de la région de Montpellier et écoute de la radio anglaise : comptes rendus hebdomadaires et mensuels de l'Intendance de police (décembre 1942 - février 1943). - Rapports quotidiens du commissaire de police de Montpellier (15 - 16 mai 1943, 6 février 1944). - Modification du fichier communal des communes du Perthus : rapport du commissaire des Renseignements généraux (30 mars 1944).	1942-1944
18 W 150	Gendarmerie. Liste des rapports de gendarmerie transmis à l'Intendant régional de police (août 1942). Rapports du commandant de la Légion de Gendarmerie du Languedoc sur l'état d'esprit des populations (janvier 1942 - décembre 1943). Rapports de gendarmerie (février - mai 1944, concerne essentiellement les faits de résistance). Comptes rendus mensuels relatifs aux renseignements recueillis par la gendarmerie ou à l'activité déployée par elle (janvier, février, juin, juillet 1944, concerne : faits de propagande "subversive", activité "terroriste" ou criminelle, arrestations, événements sociaux, relations avec les autorités d'occupation, ravitaillement).	1942-1944

Renseignements généraux

Rapports mensuels d'informations

18 W 151	Service régional (avril - août 1942, janvier 1943, mars 1944), Béziers (janvier 1942 - avril 1943), Montpellier (janvier - septembre 1942), Sète (février 1942 - septembre 1943), Perpignan (janvier 1942). Rapports incomplets et lacunaires (manque quelques mois).	1942-1944

Bulletins hebdomadaires d'informations

Concerne : opinion publique, activités des partis politiques, situation économique, événements importants, rapports avec les autorités d'occupation.

18 W 152	Région. 31 août 1942 - 15 août 1943.	1942-1943
18 W 153	Région. 16 août 1943 - 14 février 1944.	1943-1944
18 W 154	Région. 14 février - 26 juin 1944	1944
18 W 155	Béziers (31 janvier 1942 - 14 mars 1943), Montpellier (13 - 27 février 1942), Sète (24 janvier 1942 - 24 novembre 1943).	1942-1943

Notes quotidiennes

18 W 156	Perpignan (28 août 1942), Sète (11 novembre 1942 - 15 février 1943).	1942-1943

Maintien de l'ordre

18 W 174	Rapports de l'Intendant régional au Maintien de l'ordre (mai - juillet 1944), rapports du préfet de l'Aude sur le maintien de l'ordre (29 juin 1944), états hebdomadaires des déplacements des unités de police des Groupes mobiles de réserve (octobre 1943 - août 1944).	1943-1944
18 W 175	Mesures générales : instructions, correspondance, notes de l'Intendant régional de police Marty du 14 avril 1944 ; organisation des télécommunications dans le cadre du maintien de l'ordre : instructions, correspondance, demandes d'autorisation de téléphoner ou télégraphier.	1942-1944
18 W 176	Maintien de l'ordre en cas de troubles, d'événements de guerre et de menées anti-nationales : instructions, correspondance. Contient : - Liste des abonnés téléphoniques susceptibles de conserver la possibilité de téléphoner à l'extérieur du département de la Lozère (groupes A et B : gendarmerie, services publics et de transports ; groupe C : presse ; groupe D : services d'urgence avec nom des médecins ; groupe E : personnalités privées) (1943). - Instructions et correspondance relatives aux mesures générales à prendre : conservation du secret dans la correspondance, sécurité des installations PTT - radio, délimitation d'une zone côtière interdite, restriction de circulation et d'essence, devoir des administrations en cas d'opérations militaires. - État numérique des forces de l'ordre dans la région par grande ville (francs-gardes, gendarmerie, corps urbains, groupes mobiles de réserve, gardes des communications, police de sûreté). - Notes quotidiennes sur la situation de la région en juin-juillet 1944 du point de vue du maintien de l'ordre. - Circulaire du Secrétaire général au Maintien de l'ordre Darnand sur le plan de maintien de l'ordre (30 avril 1944). - Memento de Secrétaire général au maintien de l'ordre sur les mesures à appliquer.	1942-1944

- Télégramme transmis au préfet régional par l'Ordungspolizei (police de l'ordre) avec traduction en français (10 juin 1944).
- États des effectifs de police et correspondance sur la multiplication des attentats et des crimes.

Surveillance des points sensibles

18 W 177 — Organisation générale, surveillance de Radio-Montpellier et des centres d'information, des mines, usines, dépôts d'explosifs, carburants et installations électriques, des tickets d'alimentation et stocks alimentaires, du tabac, des Chantiers de jeunesse, des édifices publics, de l'armée. 1941-1944

Instructions, correspondance, liste des membres du Groupement de la Garde, rapports, liste des principaux points sensibles à garder avec l'indication du nombre de requis nécessaires pour l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, liste des personnels des usines électriques bénéficiant d'une autorisation de port d'armes, liste des usines électriques, plan de Béziers avec les points sensibles de la ville en couleur, liste des dépôts d'explosifs.

18 W 178 — Garde des communications et ouvrages d'art : correspondance, rapports, circulaires, affiche en couleur des insignes et képis des gradés de la garde des communications, effectifs des officiers, tableaux d'implantation des groupes, liste des lieux à garder, état numérique des effectifs requis par commune. 1942-1944

18 W 179 — Surveillance des voies ferrées par des requis civils (groupe VII - Montpellier), schémas de répartition des secteurs : 2 cartes calques. [1941-1944]

Aude, Hérault.

18 W 180 — Surveillance des voies ferrées par des requis civils (groupe VII - Montpellier), schémas de répartition des secteurs : 2 cartes calques. [1941-1944]

Pyrénées-Orientales, Sète + 1 carte annexe pour Sète.

Surveillance de la population

Surveillance des personnes

Enquête sur des personnes

18 W 181 — Demandes de renseignements sur des individus, recherche d'individus suspects : notes de renseignements, notices individuelles, rapports (classement alphabétique). 1942-1944

Concerne notamment : personnes pressenties pour un emploi public, personnes à interner, escrocs présumés, suspects d'un point de vue national, condamnés libérés ou demandant leur libération, condamnés extraits des prisons par les Allemands pour une destination inconnue, internés à la caserne de Lauwe à Montpellier, personnes arrêtées par la Milice (dont arrestation opérées par la Milice à Perpignan le 10 juillet 1944).

18 W 182 — Signalement d'individus recherchés : circulaires et télégrammes du Secrétaire général à la police, du ministère de l'Intérieur et des services régionaux de sûreté. 1942-1944

Il s'agit de listes avec courtes notices individuelles et caractéristiques physiques. Les individus recherchés sont des internés dans des camps à

arrêter en cas d'évasion, des évadés criminels de droit commun, des évadés des camps, des déserteurs des Groupements de travailleurs étrangers, des évadés des maisons d'arrêt, des astreints à résidence pour franchissement de la ligne de démarcation ayant quitté leurs domicile, des travailleurs Nord-Africains requis civils ou non ayant abandonné leur travail sans autorisation. Ces notices comprennent de nombreux résistants, communistes, juifs étrangers, étrangers (Espagnols, Allemands en particulier), ainsi que le signalement de quelques véhicules volés (Documentation diffusée par les Service régional de police de sûreté, service signalétique et des diffusions).

Indication : nom, prénom, date de naissance, domicile, signalement physique, renseignements sur les individus.

À signaler : notice sur Henri Frenay (29 avril 1942).

18 W 183 — Listes des fichés S et S' : correspondance, listes par département et par ville. Vérification des fichés S dans le secteur du Perthus : rapports de police et des Renseignements généraux, notices individuelles. Fichier des maires, conseillers municipaux, personnalités, étrangers et suspects douteux dans le secteur du Perthus. — 1943-1944

Les listes S et S' concernent les individus à arrêter en cas de menaces de troubles ("agitateurs et propagandistes extrémistes considérés comme dangereux pour la sûreté de l'État"). S : chefs d'insurrection. S' : individus moins dangereux.

Contient : nom, domicile, renseignements sur les individus.

Contient de nombreux communistes et étrangers.

Surveillance des personnalités

18 W 184 — Listes de personnalités. — 1942-1944

Liste des dirigeants de la France Libre : "Leaders de la France Libre" (liste de The illustrated London News).

Listes des notables et hauts fonctionnaires de la région :
- Chefs de services des administrations départementales et régionales.
- Maire et conseillers municipaux de Montpellier.
- Sénateurs, députés, conseillers généraux et départementaux de la région.
- Préfets, sous-préfets et secrétaires généraux.
- Personnalités diverses (diplomates, universitaires, présidents de tribunaux, procureurs, directeurs de journaux, ecclésiastiques, médecins).

À signaler :
- Liste des personnalités allemandes auxquelles le préfet peut rendre visite.
- Liste des invités de la réception du Maréchal Pétain.
- Liste de 131 invités (objet de l'invitation non précisée).

18 W 185 — Surveillance de personnalités diverses : notes de renseignements, rapports, notices individuelles, correspondance. — 1942-1944

Concerne notamment :

Jules-Georges Anquetil, Vincent Badie, Édouard Barthe, Jean Benedetti, René de Chambrun, Camille Chautemps, le comte de Paris, Xavier De Gaulle (frère du général), Philippe Henriot, Alfred Hontebeyrie, Jules Moch, Max Moulins, Paul Rimbaud, Albet Sarraut, Maurice Sarraut, Jacques Soustelle, Henri Teitgen, Pierre-Henri Teitgen, Jean Zucarelli.

À signaler :

- Surveillance et arrestation de Vincent Badie : correspondance, arrêtés préfectoraux d'astreinte à résidence, note de l'Intendant régional de police au préfet régional, note du préfet délégué de l'Hérault au secrétaire général pour la police, notes de renseignements, rapport de police, lettre manuscrite de Vincent Badie au préfet régional datée du 6 janvier 1942, lettre manuscrite au préfet dans laquelle Badie proteste contre des lettres anonymes dont il est

victime. Rumeur sur le transfert en Allemagne de Vincent Badie : note de renseignement.

- Surveillance et arrestation d'Édouard Barthe : lettre dactylographiée de Barthe au ministre de l'intérieur Pucheu (protestation contre son internement, 6 pages, 1941).

- Signalement de personnalités politiques régionales susceptibles de quitter le territoire ou de se livrer à une activité anti-gouvernementale (notamment Ramadier, Auriol, de Chambrun).

- Aveu d'un commandant allemand sur le meurtre de Maurice Sarraut : note de renseignement (1943).

Surveillance des groupes

Mouvements de Résistance

Mesures générales, manifestations et propagandes

18 W 186 — Mesures générales de lutte contre la Résistance : circulaires ministérielles, notes de service, correspondance, listes de dépôts d'armes et de munitions de guerre découverts dans la région, appel et communiqué du préfet régional, compte rendu de l'entretien de l'Intendant régional de police avec les représentants de la police allemande du 7 décembre 1942, note de l'Intendant au Maintien de l'Ordre du 9 mai 1944, note intitulée "réponses aux suggestions présentées par le représentant de la police dans la région", dossier de présentation du "gaullisme" avec notices individuelles. — 1940-1944

Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)

18 W 187 — Propagande de la Résistance, opinion des gaullistes sur les événements de guerre : tracts, papillons, signalement de tracts, presse résistante, documents produits par les mouvements de Résistance, rapports de police, notes de renseignements (classement par département). — 1942-1944

À signaler :

Région, hors région

- Bulletin intérieur des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), sans date.

- Liste des tracts gaullistes distribués en mars - juin 1942.

- Rapports des mouvements résistants (FFI, FTPT, GMZ). Thèmes principaux : localisation des stocks d'armes, chiffrage, expédition de dynamite, recommandations sur la propagande et les méthodes de travail, instructions sur la préparation des attentats, listes et notices individuelles des agents français à la solde de la Gestapo, rapports sur les sabotages, aspects techniques (fourniture en matériel). Contient une photographie d'explosifs provenant de l'identité judiciaire de Perpignan 15,5 X 11,5 cm (25 mai 1944). Ces rapports sont parfois signés "Yves" ou "Durieux".

- Note de France Combattante - Armée secrète.

- *Directives pour la préparation et la conduite de l'insurrection nationale par le comité central du Parti communiste français* (mai 1944).

- Tract en allemand : *Lander post : fûr die deutschen soldaten in sûdfrankreich* (1944).

- *Recommandations importantes aux sans-filistes français*.

- Journaux : numéros de *Combat, Libérer et fédérer, La France, Défense de la France, Libération, Le Courrier de l'Air, Revanche*.

Aude

- découverte à Narbonne de tracts dans un cantonnement de la Wehrmacht avec lettre en allemand du SS-Haupsturmführer (1942).

Hérault

- Propagande gaulliste à Béziers : rapport du procureur de la République avec liste des personnes condamnées, rapport de police, correspondance sur la suspension de fonctionnaires impliqués (1942).

- Lettre dactylographiée du Comité montpelliérain d'action pour l'indépendance de la France distribuée à des particuliers et appelant à la Résistance (1942).

18 W 188 — Manifestations à l'occasion du 11 novembre et du 14 juillet, manifestations diverses : instructions, notes de renseignement, rapports de police, correspondance, tracts. — 1942-1944

À signaler :

- Chants séditieux : *le Chant du départ* au cinéma le Capitole à Montpellier (19 juillet 1943) et au bar des Vedettes à Montpellier (23 juin 1944), *la Marche lorraine* à Sète (15 décembre 1942), *l'Internationale* au café du Luc-sur-Orbieu (Aude, 14 décembre 1943), *la Marseillaise* (endroits divers).

- Rapports de police sur les prévisions pour les journées du 14 juillet et les comptes rendus de ces journées.

- Incident au lycée Henri IV de Béziers (élèves chantant *l'Internationale* et criant "*à poil Laval*", avril 1942).

- 14 juillet 1942 : liste des personnes arrêtées, rapport du préfet régional au secrétaire général à la police.

- 11 novembre 1942 : un numéro de *l'Avant Garde*, journal des Jeunes communistes de France.

- Manifestation de commémoration de la bataille de Valmy, 20 septembre 1942 : correspondance, rapports de police, papillons, un numéro de *L'Avant-Garde* (journal des jeunes communistes).

- Manifestations à l'occasion des obsèques de résistants, manifestations aux monuments aux morts.

Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)

Activités de la Résistance

Attentats, vols, actions armées, meurtres (notamment assassinats de miliciens), injures, menaces de mort, surveillance des activités des groupements de Résistance et du Maquis, recherche et arrestations de résistants : notes de renseignement, rapports de police et de gendarmerie, correspondance, transcription de messages téléphonés de la police, rapports des gardes de communication.
Contient de nombreuses attaques de lignes SNCF avec parfois des croquis.
Pour chaque département, présence de rapports hebdomadaires et parfois de listes hebdomadaires des incidents signalés.

18 W 189 — Groupement Combat. — 1941-1944

- Affaire Pidoux, perquisition à domicile : procès-verbaux de police, arrêtés préfectoraux d'astreinte à résidence (1942). Contient une liste des membres de Combat.

- Identification de membres du groupe : rapport de police (1942). Contient des listes de membres avec des renseignements individuels, une notice sur Jacques Renouvin.

- Tracts, papillons, rapports de police signalant des tracts (1942).

- Centre régional de Combat, activités : correspondance, rapport de police (1942). Contient un relevé des manifestations du groupe, des copies dactylographiées de lettres et de papillons de menace du groupe envers des "collaborateurs", le signalement de bris de vitrines de commerces "collaborateurs" souvent associés à ces lettres de menace.

- Rapport du préfet régional au ministre de l'Intérieur sur Combat avec, en annexe, des copies dactylographiées de lettres de menace (14 février 1942).

- Exemplaires du journal *Combat* (1941-1944).

18 W 190	Ensemble de la région. - Rapports de police hebdomadaires. Contiennent : observations concernant la formation et le développement de l'activité des organisations clandestines, signalement des difficultés économiques susceptibles d'influencer l'opinion publique ou pouvant être exploitées par les organisations de propagande clandestines ou étrangères, signalement des influences extérieures et de la propagande extérieure, résultats des opérations de surveillance exercées sur les éléments subversifs, rapports avec les troupes d'occupation (rapports du 21 septembre 1943 au 1er août 1944). - Observations concernant la formation et le développement de l'activité des organisations clandestines. - Dossiers relatif aux gaullistes : rapports, notices individuelles. - Bilan de la répression du banditisme et du terrorisme dans la région entre décembre 1942 et décembre 1943 (signalement des affaires traitées et du nombre d'arrestations).	1942-1944
18 W 191	Ensemble de la région et hors région. -Rapports quotidiens de police sur les faits de résistance : notes de renseignement, communiqués de police, transcription de messages téléphonés de la police et de la gendarmerie, communiqués de police, rapports des gardes de communication (1943-1944, l'essentiel des rapports concerne la période juin - août 1944). Activités de la Résistance hors région : instructions, rapports de police, transcription de messages téléphonés. À signaler : - Huit photographies d'engins incendiaires et d'explosifs et un schéma d'un engin incendiaire et d'un dispositif de mise à feu (2 photographies de 24 X 18 cm, 3 photographies de 15 X 11 cm, 1 photographie de 14 X 9 cm, 1 photographie de 14 X 10 cm, 1 photographie de 17,5 X 22 cm). - Tract du Mouvement uni de la Résistance (MUR) : menaces de mort contre des personnes. - Correspondance manuscrite sur une personne impliquée dans des attentats contre les Allemands.	1943-1944
18 W 192	Aude. À signaler : Attentat contre un officier allemand à Limoux le 25 janvier 1943 : rapport de gendarmerie, arrêté préfectoral d'internement administratif des suspects, rapport du préfet de l'Aude, appel à la population du maire de Limoux, rapport de police.	1942-1944
18 W 193	Aveyron. À signaler : - Meurtre d'un officier allemand à Decazeville (4 janvier 1944). - Note de l'Intendant régional de police au chef des Renseignements généraux de l'Aveyron (3 avril 1944).	1942-1944
18 W 194	Hérault. À signaler : - Carte des lignes électriques intactes, complètement ou en partie détruites (sans date). - Rapport sur Armand Marquet, auteur d'un des premiers attentats contre les officiers allemands à Paris (1942). - Arrestations à la villa Jacqueline rue de Nogaret à Montpellier, repère de "terroristes" (février 1942).	1941-1943

- Notes de renseignement sur Paloc et Poitevin (janvier 1942).

- Attentats à Montpellier contre les milieux collaborationnistes. Lieux visés : sièges de Collaboration (avril 1942), la Légion des Volontaires Français (LVF) et du journal le Franciste (juin 1942), la Jeunesse française d'Outre-Mer (octobre 1942) ; domiciles de membres des Services d'Ordre Légionnaires (SOL) et d'un employé à l'Office du Placement allemand (octobre 1942) ; quelques magasins tenus par des partisans de la collaboration (octobre 1942).

- Attentats contre la sous-station électrique SNCF de Béziers (contient 3 photographies, 16,5 X 12 cm).

- Affaire de l'hôtel Eden à Montpellier (abri de réfractaires au STO, de membres de l'Armée secrète ou autres organisations clandestines) : rapport de police (13 décembre 1943).

- Vol des tickets d'alimentation au Pavillon populaire et au faubourg Figuerolles à Montpellier (1943).

Contient aussi les faits de Résistance non datés.

18 W 195 — Hérault. — 1944

À signaler :

Notes de renseignement et rapports de police sur l'affaire Marissal (notamment, notes sur les paroles attribuées au docteur au moment de l'extrême-onction, signalement du meurtrier, mai - juillet 1944).

18 W 196 — Lozère. — 1942-1944

À signaler :

- Lettre du pasteur Marc Donadille sur les résistants et les réfractaires (13 juin1943).

- Combats entre Allemands et "terroristes" au château de la Peyre, hameau de la Borie, commune de La Parade (une trentaine de morts),

- 27 fusillades de maquisards par les Allemands à Badaroux avec une liste de 10 tués : rapport du préfet de Lozère au préfet régional (29 mai - 5 juillet 1944).

- Combat sur la route de Serverette à Saint-Chély d'Apcher entre la Feldgendarmerie et quatre résistants suivi de la mort de l'un d'entre eux : note de renseignement (5 juillet 1944).

- Remise aux autorités allemandes de jeunes gens arrêtés dans les Cévennes le 27 juillet 1944 à l'occasion d'un vol de camion : correspondance entre le préfet de Lozère et le préfet régional.

18 W 197 — Pyrénées-Orientales. — 1942-1944

À signaler :

- Activité gaulliste au sanatorium des Escaldes : rapport (novembre - décembre 1942).

- La Résistance dans les Pyrénées-Orientales : rapports (15 septembre et 28 octobre 1943).

- Assassinat du chef de la franc-garde de Perpignan (3 février 1944).

- Activités d'un groupe de Francs-tireurs partisans (FTP) à Perpignan : rapport de police.

Contient : attentats sur la voie ferrée Narbonne - Perpignan (25 mars1944), contre la Kommandantur (21 avril1944), contre la police allemande (6 mai1944).

- Le maquis dans le secteur de Perpignan : note de renseignement (30 juin 1944).

- Le maquis et le terrorisme dans les Pyrénées-Orientales : note du préfet (juillet 1944).

Contrôle de l'opinion

18 W 214	Contrôle technique postal, télégraphique et téléphonique : instructions, rapports, statistiques, correspondance. À signaler : - Interceptions diverses (1940-1943). - Synthèse économique (13 janvier 1942). - Tableaux des affaires criminelles révélées par les interceptions réalisées par le contrôle technique et états des personnes surveillées (1942-1943). - Synthèses et rapports mensuels et hebdomadaires des renseignements du contrôle technique (contient le pourcentage des opinions émises dans la correspondance lue, 1942-1943). - Travailleurs indochinois, sondage de lettres lues : synthèse (193 lettres lues, 1943). - Chantiers de jeunesse, statistique (nombre de lettres lues, sujets abordés, opinions), rapports sur les lettres lues (janvier 1943). - Arrestation par les Allemands d'un contrôleur de la commission de contrôle technique de Montpellier, surveillance des communications téléphoniques dans les hôtels - cafés - restaurants de Béziers : correspondance, notes de service, rapport de police (1943-1944). - Liste des personnes surveillées (janvier 1944). - Statistiques des renseignements recueillis dans les interceptions postales en juin et mai - juillet 1944 : indication de l'ordre d'importance accordée par l'opinion publique aux sujets traités dans les correspondances examinées, résumé des tendances dégagées et statistiques des allusions recueillies (278 271 lettres lues).	1940-1944
18 W 216	Surveillance de la presse étrangère, écoute de la radio étrangère : transcription des écoutes, revues de presse. Concerne notamment Radio - Londres, Radio - Brazzaville, presse allemande, presse soviétique, poste radio du parti communiste français en Afrique du Nord. À signaler : -Bulletin d'information de la légation de Grande-Bretagne à Berne, enquête sur les destinataires du bulletin, saisie du bulletin : correspondance, instructions ministérielles, notices sur les destinataires (1941-1942).	1940-1944
18 W 219	Réactions de l'opinion publique aux événements de guerre, à la vie politique et à la situation économique, rumeurs, état d'esprit des populations : notes. À signaler : - Réactions de l'opinion publique aux faits de résistance, à la collaboration, au STO. - Lettre de dénonciation d'un "profiteur" adressée au préfet régional (1942). - État d'esprit du bassin houiller de Decazeville : rapport de gendarmerie (avril 1942). - Carte postale interceptée écrite par un parisien à un audois sur les "choses horribles" qui se passent à Paris. Le cachet de la poste indique que la lettre a été reçue ou envoyée le 18 juillet 1942. - Copie d'une lettre dénonçant le préfet régional Hontebeyrie (1943).	1941-1944

Internements et assignations à résidence

Mesures d'exclusion prises par le régime de Vichy contre les opposants politiques.

18 W 220	Organisation des internements et astreintes à résidence : rapports, instructions, correspondance. À signaler : - Création d'un établissement pour individus suspects : correspondance (1942). - Correspondance de Bernon, président de la commission de libération des internés administratifs sur le nombre "relativement élevé de recours introduits devant le chef du gouvernement par maître Louis Christol en faveur d'internés administratifs" (1943). - Correspondance du préfet régional avec le chef du gouvernement, le secrétaire général à la police et les préfets départementaux (1943).	1942-1943

Fichiers

Contient : nom, prénom, nationalité, domicile, profession, lieu, durée et motif de l'internement

18 W 221	A-F.	1943-1944
18 W 222	G-Z.	1943-1944

Listes

18 W 223	Listes des internés. - Liste d'internés domiciliés dans l'Hérault avec indication de la première décision de destination. - Listes des internés des départements de l'Aude, de l'Aveyron, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, et de Lozère avec lieu d'internement et motif de l'arrestation. Contient parfois l'avis motivé sur la libération éventuelle des internés. - Listes des internés par arrêté du préfet régional des 27 février et 12 mars avec : date d'internement, motif, avis sur la libération éventuelle, indication des transferts et libérations (deux listes, dont une révisée le 29 juillet 1943). - Listes des internés des camps de Fort-Barraux (Isère), Saint-Paul d'Eyjaux (Haute-Vienne), Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn), le Vernet (Ariège) avec avis des chefs de camps sur leur libération éventuelle et notices individuelles. Contient la liste des étrangers du camp de Vernet. - Liste des internés à Saint-Sulpice-la-Pointe dirigés sur Bayonne au titre de l'organisation Todt. - Liste des internés politiques dangereux de l'Aude et de la Lozère. - Liste des internés pour menées anti-nationales en Afrique du Nord (imprimé, sans date). *Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)*	1943

Dossiers individuels

Arrêtés préfectoraux d'internement ou d'astreinte à résidence et arrêtés mettant fin à ces mesures, lettres des internés ou de leurs familles, correspondance, procès-verbaux et rapports de police, fiches de contrôle des internés, notices individuelles.
Principaux types d'internés : oisifs, proxénètes, prostituées, résistants, gaullistes, communistes, propagandistes anti-nationaux, trafiquants, espagnols, propriétaires de jeux clandestins, personnes commettant des infractions au Ravitaillement, Juifs.
Certains individus sont arrêtés par les Allemands.

Classement alphabétique

18 W 224	A. À signaler : - Contient deux personnes sans nom mentionné. - Dossier de Jules-Georges Anquetil.	1942-1944
18 W 225	B.	1942-1944
18 W 226	C. À signaler : - Affaire Robert Caillens, membre de Combat, interné à Saint-Paul d'Eyjeaux.	1942-1944
18 W 227	D-F.	1942-1944
18 W 228	G-L.	1942-1944
18 W 229	M-P. À signaler : - Affaire Orliac et autres (dont Jacques Renouvin), jugés pour détention et distribution de tracts, bris de vitrines, outrage à agents de la force publique : rapport du préfet régional au Secrétaire général à la police, lettre d'Orliac et de son épouse, correspondance, arrêtés préfectoraux d'internement.	1942-1944
18 W 230	R-S.	1942-1944
18 W 231	T-W.	1942-1944
18 W 232	Arrêtés d'internement ou d'astreinte à résidence contenant plusieurs noms. Contient notamment les dossiers suivants : - Arrestation de "terroristes" communistes à Montpellier (dossier Heynes, Kahn, Milhau, 19 décembre 1942). - Rapport de police sur les activités d'un réseau de résistants habitants de la Villa Jacqueline rue Guillaume de Nogaret à Montpellier où sont mis en cause Paloc et Poitevin (dossier Blick, Robert, Vallée, 12 février 1944).	1942-1944
18 W 233	Arrêtés d'internement ou d'astreinte à résidence contenant plusieurs noms.	1942-1944

Classement par lieux ou par groupes

18 W 234	Dossiers classés par lieu d'arrestation ou de destination. Internements administratifs suite aux opérations de police prescrites par le chef	1943

du gouvernement en janvier-mars 1943 : Montpellier (26-28 février), Sète (1er mars), Béziers, Millau, Rodez, Carcassonne, Perpignan (février-mars) :

- Rapport de l'Intendant régional de police au préfet régional avec statistiques des arrestations opérées (1 mars 1943).

- Rapport du commissaire principal de Sète.

- Correspondance entre le préfet régional et le Secrétaire général à la police sur ces opérations.

- État numérique des individus arrêtés dans la région avec lieu de destination.

- Propositions de destination des individus arrêtés lors des opérations de police, classement par lieu d'opération de police ou proposition de destination (Relève, camp de travailleurs étrangers) ou types d'individus arrêtés (souteneurs, gaullistes, communistes).

18 W 235 — Dossiers classés par lieu d'arrestation ou de destination. — 1942-1944

À signaler :

- Notes de renseignement et notices individuelles des internés.

- Rapport de police sur une grève perlée déclenchée par les ouvriers nord-africains à la Société minière et chimique de l'Orb à Avène (Hérault, 6 mai 1943).

- Rapport sur une grève le 11 novembre 1943 et la recherche d'organisations clandestines dans le bassin houiller (Aveyron).

- Individus arrêtés et envoyés à l'hôtel international du Mont-Dore (Puy-de-Dôme) : liste, correspondance, arrêtés préfectoraux. Contient une lettre au chef de la Gestapo d'Henry Leroy-Beaulieu protestant contre l'arrestation de sa mère (1944).

18 W 236 — Groupes particuliers. — 1942-1944

Concerne les groupes suivants :

- Internements administratifs et assignations à résidence d'étrangers suspects au point de vue politique et susceptibles de troubler l'ordre public : instructions, notes, listes, notices individuelles, arrêtés préfectoraux d'internement.

Contient de nombreux Polonais et Juifs étrangers.

- Internements administratifs des Espagnols : liste d'individus à conduire dans des camps, notamment au Vernet et à Fort-Barraux, rapports et procès-verbaux de police sur les agissements politiques des Espagnols, notices individuelles, correspondance.

Concerne notamment les officiers espagnols.

Contient une liste des Espagnols internés amnistiés datée du 25 septembre 1944.

- Internement administratif et astreinte à résidence de gradés et gardiens des Groupes mobiles de réserve (GMR) ayant quitté leur poste sans motif et de membres de groupes urbains : arrêtés préfectoraux d'internement, correspondance.(19 juillet - 1er août 1944).

- Internement de requis (1944).

Affaires de guerre

Faits de guerre

Défense passive

18 W 240 — Organisation.- Instructions, plan régional de défense passive, notes de renseignement, rapports mensuels régionaux (avec compte rendu des — 1939-1944

bombardements, tableaux récapitulatifs et comptes rendus des attaques aériennes et bombardements d'avril-juin1944), correspondance ; correspondance sur les bombardements, le désamorçage des bombes et le désobusage ; organisation sanitaire : note relative aux plans d'organisation des éléments du comité de Montpellier de la Croix-Rouge, liste des camions susceptibles d'être transformés en voitures sanitaires ; note relative aux réserves départementales de la défense passive et à l'intervention des services départementaux de secours ; organisation du service scolaire en cas de bombardement : rapport de l'inspecteur d'académie ; défense passive et guerre aérienne : instructions, correspondance ; équipes nationales : instructions, correspondance.

À signaler :

- Bulletin d'information de la Défense passive (national, avril 1944).

- Procès-verbaux de la conférence des inspecteurs régionaux de la défense passive (1er et 2 mai 1944).

- Organisation du Secours technique suite aux bombardements : courrier du directeur régional du Comité d'organisation du bâtiment et des travaux publics (24 août 1944).

Bombardements, alertes aériennes, parachutages et survols aériens par les Alliés

18 W 244 — Notes de renseignement, correspondance, rapports, tracts. — 1942-1944

À signaler :

- Survol du territoire par des avions britanniques, parachutage de personnes et de matériels : instructions interministérielles, notes, correspondance (1942).

- Désobusage : rapports, correspondance (1942-1943).

- Parachutage de ballonnets porte-tracts et incendiaires, d'engins suspects et de parachutes dans la Région : rapports de gendarmerie et de police, exemplaires de tracts (dont : "discours de M. Eden à Ottawa" et "sac au dos pour Hitler", 1942-1943).

- Tracts "instructions confidentielles destinées au chef de groupes et de secteurs" émanant probablement des services de renseignements de l'armée américaine (1943).

- Arrestation d'aviateurs étrangers supposés, présumés anglais ou américains à Axat : note de renseignement (17 mars 1944).

- Tracts anglo-américains largués par avion le 19 juin 1944 : note, un exemplaire du Courrier des Nations Unies (1944).

- Découverte d'un tract anglo-saxon (19 juillet 1944).

- Bombardements sur Montpellier le 5 juillet et le 17 août 1944 : rapports de police [À noter : le 17 août, 5 morts et 12 blessés sont signalés].

Relations avec les autorités d'occupation

18 W 259 — Rapports, notes de renseignement, correspondance. — 1941-1944

Concerne :

Organisation des relations avec les troupes d'occupation, demandes des Allemands (dont signalement de faits de résistance, garde par la police française de certains lieux sensibles, ravitaillement des troupes d'occupation, liste des officiers démobilisés de l'armée française, restriction de la circulation des véhicules civils), demandes aux Allemands, mesures prises par les Allemands contre les actes de sabotage, autorisations de port d'armes, autorisation de circuler, attribution d'ausweiss, relations judiciaires franco-allemandes, couvre-feu, annonces de tirs par les troupes d'occupation,

instructions sur la détention d'armes par les Français, relations avec l'office de placement allemand, opinion des Français sur les troupes d'occupation, état d'esprit des troupes d'occupation, passages de personnalités allemandes dans la région, organisation de séances de cinéma par les Allemands, occupation de locaux par les Allemands, réquisitions par les Allemands (dont le temple protestant de Montpellier pour permettre aux Allemands de bénéficier d'un lieu de culte), obscurcissement des villes.

Concerne essentiellement les relations franco-allemandes et très marginalement les relations franco-italiennes.

À signaler

- Demande de renseignements formulée par le Sicherheitsdienst (SD) : note (11 pages dactylographiés).

- Commission d'armistice, réquisitions par les autorités d'occupation, organisation et activités : instructions, correspondance (1941-1943).

- Signalement nominatif des personnes demandant audience auprès des membres de la commission allemande de contrôle avec indication du motif de la visite (juin - octobre 1942).

- Arrivée des troupes d'occupation en novembre 1942 : correspondance, circulaires, rapports de gendarmerie, notes de service, procès-verbaux des conférences régionales avec les représentants des autorités d'occupation (novembre - décembre 1942).

- Note manuscrite du préfet régional signalant que "les autorités militaires allemandes ne doivent en aucun cas s'immiscer dans l'administration civile en zone libre" (novembre 1942).

- État numérique des chambres réservées aux troupes d'occupation par hôtel (ville non précisée, 30 novembre 1942).

- Entretien entre l'Intendant régional de police et les responsables de la police allemande du 7 décembre 1942 : note du préfet régional à l'Intendant régional de police, rapport.

L'entretien fait suite aux attentats des 11 novembre, 29 novembre et 7 décembre 1942. Contient : proposition d'internement de personnes dont Vincent Badie.

- Entretien entre l'Intendant de police et les représentants de la police allemande: rapport de l'Intendant, note du préfet régional.

Contient une liste de dix personnes à interner (8-10 décembre 1942).

- Rapports hebdomadaires des préfets départementaux sur les relations avec les troupes d'occupation avec liste des incidents (1942-1943).

- Service régional et départemental des relations franco-allemandes : projet d'organigramme (1943).

- Recensement des sépultures allemandes de la région (1943).

- Lettre d'un employé de magasin relative à ses rapports avec les Allemands et accusant son employeur d'embaucher des Juifs (lettre manuscrite, dactylographiée et version en allemand, 26 janvier 1943).

- Invitation par le consul général d'Allemagne de français pour assister à des cours à l'Institut de musique allemand à Postdam et Salzbourg avec brochure en allemand (juillet 1942 - mai 1943).

- Installation à Montpellier d'une police de sécurité allemande : rapport de l'Intendant régional de police (13 avril 1943).

- Comptes rendus d'entretiens entre le préfet régional et le colonel Wolf, chef de l'état-major supérieur de liaison (8 juin 1943).

- Lettre du préfet de Lozère au préfet régional sur les relations franco-allemandes dans ce département (20 juillet 1943).

- Rapport du directeur du service régional et départemental des relations franco-allemandes de Montpellier (23 juillet 1943).

- Rapport sur la visite de fonctionnaires de la préfecture régionale au chef de cabinet du préfet de Lozère au sujet des relations franco-allemandes (30 juillet 1943).

- Recensement du matériel de guerre : liste d'individus perquisitionnés, inventaires des armes, listes des emplacements de matériels de guerre, états des perquisitions (1943-1944).

- Journal officiel contenant les ordonnances du Kommandant des Heeresgebiets Südfrankreich sur la cote méditerranéenne en allemand et en français, février - juin 1944).

- Liste des véhicules de la Lozère devant être maintenus en circulation dans le cas d'une diminution du nombre de voitures civiles (juin 1944).

- Entretien entre le préfet régional et le commandeur de la Sicherheitsdients (SD) à Montpellier : compte rendu du préfet régional au Secrétaire général au Maintien de l'Ordre (8 mai 1944).

- Rapport de l'Intendant au Maintien de l'ordre sur huit personnes travaillant pour les troupes d'occupation (juillet - août 1944).

Arrestations par les Allemands

18 W 261 — Notices individuelles, notes de renseignement, correspondance, rapports. — 1942-1944

À signaler

- Arrestation d'André Morelli, ancien procureur de la République à Carcassonne le 8 septembre 1943 par la police allemande : lettre de la femme de Morelli au préfet régional.

- Arrestation de Jean Zucarelli (juillet 1943).

- Rumeurs sur l'arrestation de Camille Ernst (7 mai et 27 novembre 1943), du colonel de la Rocque (26 mars et 12 avril 1943) et de Maurice Sarraut (12 avril 1943).

- Arrestation de quelques prêtres dont le curé de Sainte-Bernadette à Montpellier (mars - mai 1944).

- Arrestation du chef de service des relations franco-allemandes de l'Aveyron : correspondance (juin - juillet 1944).

- Signalement de la condamnation à mort de trois personnes par les Allemands (janvier 1944).

- Arrestation de René Poitevin : note de renseignement (13 janvier 1944).

- Lettre d'une aveyronnaise dont le mari a été arrêté par les Allemands et destinée à Philippe Henriot (15 mai 1944).

- Stationnement en gare de Toulouse d'un convoi de déportés politiques venant de la région de Toulouse : note (16 - 19 juin 1944).

- Information délivrée par des voyageurs sur l'exécution d'une trentaine d'otages à Ruines (Cantal) ; exécution d'un otage montpelliérain à Ruines : notes (juillet 1944).

- Lettres manuscrites d'un avocat au préfet régional lui demandant d'intervenir auprès du chef de la Gestapo à Montpellier après l'arrestation de ses fils à Mercroix (Lozère) à la suite de l'occupation d'une ferme lui appartenant par le Maquis (4 lettres, écrites entre le 12 et le 25 juillet 1944).

- Arrestation par les Allemands du préfet régional Hontebeyrie et du préfet de l'Aveyron Dupiech ; traitement de Madame Hontebeyrie : télégrammes (14 mai - 11 août 1944).

18 W 262 — Fichier des personnes arrêtées par les Allemands. — 1943-1944

Indication, parfois, du lieu de destination (dont camps de concentration en Allemagne), historique des interventions françaises auprès des Allemands, motifs de l'arrestation.

Contient : nombreux Juifs, beaucoup transférés à Drancy.

18 W 263 — Fiches individuelles de renseignement sur les personnes arrêtées (Aude, Aveyron, Hérault). — 1943-1944

Classement alphabétique et par département.

Contient : état civil, domicile, mention des interventions des autorités françaises, lieu de détention, mention de la libération éventuelles des personnes.

Contient de nombreux Juifs.

Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)

18 W 264 — Fiches individuelles de renseignement sur les personnes arrêtées (Lozère, Pyrénées-Orientales). — 1943-1944

Classement alphabétique et par département.

Contient : état civil, domicile, mention des interventions des autorités françaises, lieu de détention, mention de la libération éventuelles des personnes.

Contient de nombreux Juifs.

Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)

18 W 265 — Listes, états numériques. — 1942-1944

- État numérique des arrestations (décembre 1942 - décembre 1943).

- Listes hebdomadaires des arrestations par les Allemands (25 février 1943 - 9 août 1944).

Contient : état civil, profession, adresse, motif de détention. Contiennent de nombreux Juifs.

- Listes mensuelles des arrestations (avril 1943 - juin 1944).

Contient : adresse, motif et date d'arrestation.

- listes diverses : personnes arrêtées en 1942-1943.

- Listes des libérés (1943-1944).

- Cahier d'enregistrement (novembre 1943 - mai 1944.).

Contient : date, lieu, noms, prénoms, motifs de l'arrestation, observation (ensemble de la région).

Numérisé (consultable en accès réservé sur l'espace personnel)

Relève et service du travail obligatoire (STO)

18 W 274 — Réfractaires, défaillants.- Signalement, recherches, propagande contre la Relève et le STO : circulaires ministérielles, procès-verbaux de gendarmerie, listes, états numériques, rapports, correspondance. — 1943-1944

À signaler :

- Tract de *Libération* : "Ceux qui doivent partir pour l'Allemagne" (dans date).

- Tract de *Vive la France Combattante* contre une personne qui arrête des réfractaires à Carmaux (sans date).

- Propagande contre le départ en Allemagne : rapport de gendarmerie, papillons dénonçant nominativement 4 "traîtres" ayant arrêté des défaillants en Lozère (25 avril 1943).

- Statistiques sur la recherche de réfractaires avec nombre d'individus recherchés et arrêtés, récapitulatif des enquêtes (avril - novembre 1943).

- Listes des chefs des Chantiers de jeunesse convoqués pour le STO (12 - 19 mai 1943).

- Copie de "la vraie pensée de son éminence le cardinal Liénart au sujet du

STO” (21 mai 1943).

- Enquête sur une tentative de détournement des jeunes gens astreints au STO à Béziers, Magalas et Villeneuve-lès-Béziers : procès-verbaux de gendarmerie (juin 1943).

- liste des miliciens partant pour le STO (juillet - août 1943).

- Liste des réfractaires et défaillants (1943-1944).

- Impopularité du STO en Lozère : notes et rapports des Renseignements généraux, rapports du préfet de Lozère, statistiques des convoqués, inaptes, aptes (1943-1944).

- Employeurs réfractaires, demande d’enquête par l’Office de placement allemand : correspondance, liste des employeurs (février 1943).

- Liste de mineurs de Plaisance défaillants (29 décembre 1943).

- Représailles contre les familles de réfractaires : correspondance, rapports des préfets (décembre 1943 - avril 1944).

Fonds du commissariat régional de la République

Le commissariat régional de la République a été créé par l'ordonnance gouvernementale du 10 janvier 1944 et organisé par l'ordonnance du 3 juin 1944. Dans la période extrêmement troublée de la Libération, il se substitue à la préfecture régionale dans le cadre du rétablissement de la légalité républicaine et de l'installation des nouveaux pouvoirs. Il est dissous le 31 mars 1946.
Témoin de cette période chaotique de l'immédiat après-guerre, le fonds du commissariat régional de la République recèle des dossiers essentiels sur la Résistance et plus particulièrement :
- Dans la partie "vie politique" : sur la Libération, les réquisitions et les mouvements de Résistance
- Dans la partie "répression de la collaboration et épuration" : sur les atrocités subies par la résistance
- Dans la partie "affaires militaires et forces armées" : sur les forces alliées.

Organisation générale

Distinctions honorifiques

999 W 69	Médaille de la Résistance. Personnel de la Maison d'éducation surveillée d'Aniane et de la prison centrale de Nîmes : propositions de candidatures (janvier 1945-janvier 1946). Résistants : notices de renseignements sur Antoine Orsetti (adjoint au maire de Montpellier), Georges Flandre (major de l'Armée du Salut), Pierre Colin (commandant de la base aérienne de Montpellier) (janvier 1945).	1945-1946

Vie politique

Contexte événementiel

999 W 75	Libération de Montpellier. Bulletins d'information du Comité national des Journalistes (20-21 août 1944), tracts du Comité départemental de Libération appelant à la grève générale, procès-verbaux de séances du Comité départemental de Libération (27 août 1944), compte rendu du Commissaire Bounin sur le déroulement de la semaine de Libération de Montpellier du 17 au 24 août 1944 (23 février 1945, imprimé),	1944-1945

affiche, correspondance.

999 W 76 — Déminage et récupération de matériel. — 1944-1946

Opérations de déminage : rapports mensuels, correspondance (septembre 1944-mars 1946). Récupération de matériel et de chevaux réquisitionnés par les Allemands : instructions, correspondance (septembre 1944-avril 1946).

999 W 78 — Démobilisation des mineurs F.F.I. et F.T.P. indispensables à la vie économique. — 1944-1945

Notices individuelles, listes de mineurs requis des mines d'Aubin et de Decazeville (Aveyron), correspondance (août 1944-juillet 1945).

Réquisitions

999 W 118 — Réquisitions irrégulières, pillages. — 1939-1946

Instructions générales : circulaires, notes (27 octobre 1939-25 février 1946).

Réquisitions irrégulières opérées par les FFI et autres groupements de Résistance : correspondance (août 1944-février 1946), liste d'immeubles réquisitionnés par les autorités militaires, projet de transformation de l'asile de la Fondation Bouttes-Gach-Cazanove-Marcou (Aude) en atelier de formation professionnelle (décembre 1944-septembre 1945).

Réquisitions d'immeubles privés et de commerces : correspondance (août 1944-mars 1946) (une partie du dossier est classé au nom des propriétaires).

999 W 119 — Réquisitions de matériel et de véhicules. — 1944-1946

Instructions générales (septembre 1944-octobre 1945) : circulaires, notes.

Réquisitions d'automobiles par les FFI : correspondance avec le chef régional des FFI, avec le Secrétaire général pour la Police, les préfets, ordres de réquisitions, notes, règlement sur les réquisitions automobiles effectuées par les FFI (2 novembre 1944, 8 p., impr.) (août 1944-avril 1946).

Prisonniers de guerre, déportés et réfugiés

999 W 127 — Comité des Œuvres sociales de la Résistance (COSOR). — 1944-1946

Liste de tués et fusillés, de déportés et internés en Allemagne (Lozère), correspondance, états de répartition des fonds alloués par le COSOR (20 septembre 1944-30 juin 1945).

Partis politiques et mouvements de Résistance

999 W 131 — Mouvements de Résistance. — 1944-1945

Mouvement unifié de la Renaissance (MUR) et Front national : circulaire, rapport de la 1ère conférence internationale des cadres du MUR (1-2 décembre 1945).

Affaires d'Espagne et Résistance espagnole, surveillance : rapports des Renseignements généraux de l'Aude, de l'Aveyron et des Pyrénées-Orientales, correspondance avec le Ministère des Affaires Etrangères et les préfets de départements (décembre 1944-novembre 1945), demandes d'interventions des Comités locaux de Libération en faveur de Cristino Garcia et des résistants espagnols emprisonnés en Espagne, pétition de la commune de Bessèges (Gard) contre l'assassinat de Cristino Garcia (octobre 1944-mars 1946).

Groupement national des Réfractaires : correspondance (décembre 1944-octobre 1945).

999 W 132	Mouvements politiques et de résistance : rapports sur l'activité politique.	1946
999 W 133	Milice patriotique de Limoux, arrestations de membres : enquête de police, notes et rapports du préfet de l'Aude et du Commissaire de la République au ministère de l'Intérieur (juin-octobre 1945). Affaires Mounier, Moulins, Coronas, Lafforgue et Nouyer.	1945
999 W 134	Clergé, attitude politique : rapports de préfets au commissaire de la République.	1944

Répression de la collaboration et épuration

Répression des activités de collaboration

999 W 140	Affaires politiques très diverses. Affaire du maquis de La Parade (Lozère) : rapport du commissariat spécial sur la condamnation des coupables (oct.-nov. 1944) . Existence d'un maquis milicien au Mont-Mouchet (Lozère) : note des Renseignements généraux (janvier 1945). Arrestation à Decazeville de gendarmes compromis dans une attaque du maquis en mai 1944 : enquête de police (octobre-novembre 1944). Exécution sommaire du gardien de prison FFI de Villefranche-de-Rouergue : rapport du commandant FFI de l'Aveyron (décembre 1944) . Meurtre des époux Arnaud à Quissac (Gard) : enquête de police (déc. 1944). Marché noir et de trafic de faux bons d'essence (février- juin 1945, 4 photos). Disparition d'une caisse contenant 35 millions de francs à Perpignan (mars 1945). Distribution de tracts par le Comité de libération des Officiers de Maubeuge : rapports de police (mars-avril 1945). Découvertes de dépôts d'armes clandestins dans les Pyrénées-Orientales (juillet-sept. 1945). Manifestations fascistes à Saint-Bauzille-de-Putois (mai 1945). Autres affaires : grève des fonctionnaires (décembre 1945), enquête sur un coup de force contre des détenus à l'hôpital Saint-Eloi (juillet 1945), mouvements anti-fascistes espagnols (novembre 1944).	1944-1945
999 W 143	Dossiers individuels d'enquêtes de police : arrestations de collaborateurs, attentats contre les personnes, exécutions arbitraires, recherches de personnes arrêtées par la Gestapo et déportées, de personnes faisant l'objet d'un internement administratif.	1944-1946
999 W 146	Crimes de guerre. Enquête sur l'activité des conseillers nationaux désignés par Vichy : circulaire ministérielle (5 novembre 1944), rapports du commissariat spécial, notices individuelles de renseignements, attestations des Comités départementaux de Libération (novembre 1944-mai 1945). Nomination du chef de service de la Délégation régionale du service de recherche des Crimes de guerre de la région de Montpellier : circulaire ministérielle, propositions de candidatures, correspondance (janvier-mai 1945). Crimes de guerre : notes d'information des Renseignements généraux sur le déroulement du procès du préfet Angelo Chiappe à Nîmes (22-23 décembre 1944), note d'identification de corps trouvés dans un charnier découvert à	1944-1946

Saint-Geniès-des-Mourgues et à la caserne de Lauwe (s. d).

Relations avec les Forces Françaises de l'Intérieur : correspondance avec le colonel des FFI (août -septembre 1944), rapport du chef de la sûreté FFI de l'arrondissement de Saint-Affrique sur les crimes et atrocités commis par les troupes allemandes (10 novembre 1944).

Affaires militaires : correspondance avec l'Etat-major et le commandant de la 16e région militaire (septembre-octobre 1944).

Epuration administrative

Personnel de police

999 W 173	Fonctionnaires de police : correspondance, avis de recherches nationaux. À noter : dossier de déclaration d'activité clandestine en faveur de la Résistance de l'inspecteur des Renseignements généraux, Louis Boyer.	1945-1946

Affaires militaires et forces armées

999 W 190	Forces alliées. Aide aux Forces Alliées : instructions générales, correspondance, rapport sur l'accident du Dakota britannique à Quérigut (Ariège) le 5 décembre 1944, rapport sur le décès accidentel de l'enfant Josette Nogaret à Montezieu (Lozère) (31 octobre 1944), organisation du service d'aide aux Forces alliées (août 1944-26 mars 1946). Ravitaillement des Forces alliées : circulaires (septembre-octobre 1944). Main-d'œuvre civile mise à disposition des alliés, emploi : circulaires (septembre-novembre 1944). Civils Affaires de l'armée américaine, fin de mission : correspondance (juin-septembre 1945).	1944-1946

Fonds de la préfecture de l'Hérault

Le fonds de la préfecture se décompose en plusieurs sous-fonds en fonction des grandes missions exercées. Sur la question de la Résistance, quatre sous-fonds sont concernés : le cabinet du préfet, la mission Étrangers et nationalité, la mission Relations de l'État avec les collectivités territoriales.
C'est la mission Cabinet qui est la plus riche avec les documents relatifs notamment à la surveillance exercée par les différents services de police ainsi que par les autorités d'occupation sur les personnes soupçonnées d'appartenir à la Résistance.
Enfin, il faut noter pour la mission Relations avec les collectivités locales, les dossiers concernant les agents des collectivités locales ayant pris part à la Résistance.

Cabinet du préfet

Organisation générale et affaires politiques

Gestion des services administratifs et surveillance du personnel

1000 W 457	Personnel des services administratifs, demande d'emploi, gestion des dossiers : note de renseignement, correspondance. *A signaler* : appel à manifestation pour le 14 juillet 1942, note sur l'organisation et les méthodes d'action du parti communiste illégal.	1941-1942

Distinctions honorifiques

Médaille de la Résistance

1000 W 81	Croix de la Libération et médaille de la Résistance. Réception des candidatures et attribution : dossiers de candidatures, notes de renseignements, correspondance.	1944-1945
30 W 3	Attribution.	1945-1948

Correspondance et presse

Chronos des "Affaires spéciales"[1]

1000 W 119	1941-1944
1000 W 120	janvier-juin 1945
1000 W 121	juillet-décembre 1945
1000 W 122	1946
1000 W 123	1947

[1] Ces dossiers touchent des affaires jugées plus sensibles que les autres et furent classés à part dès leur origine. On trouvera par exemple dans cette série des dossiers concernant le passage de personnalités dans le département ou les réactions à des événements nationaux, tel le procès Pétain.

Politique de l'État par secteurs d'activité et fonctionnement des services administratifs

Défense, anciens combattants et victimes de guerre

320 W 10	Anciens combattants et victimes de guerre. Requêtes diverses, demande d'emploi réservé : rapport des Renseignements généraux, circulaires, arrêté (1952-1956) ; rapatriement des corps : état, procès-verbal, correspondance (1950-1952) ; sépultures, projet de création d'un cimetière militaire national dans l'Hérault et implantation de tombes militaires allemandes : compte rendu, état, correspondance (1955-1956) ; associations d'anciens combattants, revendications : note d'informations des Renseignements généraux, correspondance (1946-1956).	1946-1956

Police et gendarmerie

Généralités

Police, affaires diverses [concerne notamment l'activité politique des fonctionnaires de police, le recensement des prisonniers, les plaintes déposées contre des agents de police et l'organisation matérielle des commissariats] : circulaires, arrêtés, rapports, listes, correspondance.		1942-1947
1000 W 176	1942	
1000 W 177	1943	
1000 W 178	1944	
1000 W 179	1945	
1000 W 180	1946-1947	
1000 W 427	Police, affaires diverses. A signaler : surveillance des individus et des groupes (notamment les Intellectuels catalans) ; attentat contre Laval, dossier Colette, auteur de l'agression.	1941

Rapports

1000 W 376	Procès-verbaux de gendarmerie, rapports de police.	1940
Rapports journaliers de police.		1941-1945
1000 W 185	décembre 1941-décembre 1942	
1000 W 438	janvier-juin 1943	
1000 W 446	juillet-décembre 1943	
1000 W 186	janvier-août 1944	
1000 W 187	août 1944-février 1945	
1000 W 188	mars-août 1945	
1000 W 189	septembre-décembre 1945	
Bulletins quotidiens et hebdomadaires des Renseignements généraux.		1943-1946
1000 W 439	février 1942-janvier 1943	
1000 W 190	octobre 1943-juin 1944	
1000 W 191	août 1944-février 1945	
1000 W 192	mars-avril 1945	
1000 W 193	mai-juin 1945	

1000 W 194	janvier-mars 1946	
Notes de renseignements de police et des Renseignements généraux.		1942-1947
1000 W 195	novembre 1942-janvier 1943	
1000 W 434	juillet-septembre 1943	
1000 W 451	octobre-décembre 1943	
1000 W 196	janvier-août 1944	
1000 W 197	mars-août 1945 [concerne notamment les réactions au procès Pétain]	
1000 W 198	septembre 1945	
1000 W 199	octobre-décembre 1945	
1000 W 200	octobre-décembre 1947	
1000 W 409	Rapports mensuels de police et de gendarmerie (février-octobre 1943).	1943
1000 W 415	Rapports des Renseignements généraux.	1942-1943
1000 W 377	Rapports de police concernant notamment les attentats par explosifs.	1941-1943
1000 W 201	Rapports du Centre d'Information et d'Etudes (décembre 1940). Rapports de différents services de police (1943-1944).	1940-1944
1000 W 202	Bulletins bimensuels d'information des commissariats centraux de Montpellier, Béziers et Sète.	1944-1946
1000 W 373	Rapports journaliers du commissariat de Montpellier (mai-août 1943).	1943

Police judiciaire

Accidents, explosifs et faits divers : rapports, procès-verbaux, correspondance.		1943-1944
1000 W 205	mai 1943-avril 1944	
1000 W 206	mai-juin 1944	
1000 W 207	juillet-août 1944	

Maintien de l'ordre

1000 W 208	Plan général : circulaires, correspondance, plan synthétique et détaillé, listes d'individus suspects et dangereux.	1942
1000 W 210	Création d'un réseau radiographique départemental de sécurité, réquisition de postes de radio : ordres de réquisition, procès-verbaux, correspondance, inventaires (1942). Surveillance de la navigation : rapports, correspondance (1940-1941). Questions diverses : listes, circulaires, copie partielle du Plan de maintien de l'ordre, correspondance (1943).	1940-1943
1000 W 211	Lieux sensibles[2], surveillance : instructions, circulaires, listes, rapports, correspondance (1942-1943) ; port de Sète et littoral : correspondance, rapports, listes (1940-1941) ; ligne de démarcation : correspondance, notes de renseignements (1941-1942).	1940-1943

[2] Cette dénomination regroupe les points sensibles des agglomérations, les délégations des troupes étrangères, les gares de triage, les dépôts alimentaires, les stocks de titres alimentaires, les postes de distribution d'essence, les stocks de carburant, les lignes de communications et les mines.

1000 W 212	Manifestations publiques à risques (1er mai, 14 juillet, 1er août[3], 20 août, 20 septembre[4], 11 novembre), surveillance : correspondance, circulaires, tracts, rapports.	1942-1944

Surveillance de la population

Surveillance des personnes

1000 W 215	Liste « S », organisation générale et surveillance des suspects : listes, correspondance, notes de renseignements, circulaires.	1943-1944
1000 W 216	Suspects français, surveillance : dossiers individuels classés alphabétiquement, correspondance, notes de renseignements, rapports.	1940-1941
1000 W 217	Individus divers, enquêtes : notes de renseignements, avis de recherches (1941-1942), correspondance.	1941-1943
1000 W 218	Perquisitions : mandats, rapports, procès-verbaux, correspondance.	1942-1944
1000 W 219	Arrestations : correspondance, rapports, fiches de renseignements, tableaux récapitulatifs. Concerne les arrestations effectuées par la gendarmerie et par les Allemands.	1943-1944
1000 W 450	Individus soupçonnés de communisme, enquêtes et internements.	1940
1000 W 435, 448	Individus considérés comme suspects : enquêtes, notes de renseignements, correspondance, rapports de police, listes.	1940-1942
1000 W 393	Répression des menées anti-nationales : instructions, rapports, statistiques mensuelles.	1940-1942
1000 W 380, 455	Rapports de police et de gendarmerie, correspondance.	1941-1942
1000 W 381	Surveillance des réunions et conférences : rapports de police.	1941-1942

Surveillance des groupes

Associations et groupements variés

1000 W 220	Associations et groupements variés[5], surveillance : correspondance, rapports, notes de renseignements.	1941-1944

[3] Date anniversaire de la mort de Jaurès.
[4] Date anniversaire de la victoire de Valmy en 1792.
[5] Ceci recouvre le Centre d'Information et d'Etudes et ses Groupes de Protection, des mouvements de jeunesse (journal « l'Echo des Etudiants », les Cadets de France, les Auberges de Jeunesse, Jeunesses francistes, Jeunesses de l'Empire français), des groupes collaborationnistes (Action Française, Comité Universitaire pour la Révolution Nationale, Amicale de France, groupe « Pavillon Haut », Gardes Françaises, Phalanges Nationales, Légion française contre le bolchevisme, Mouvement franciste, Légion tricolore, Service d'ordre légionnaire (SOL), Parti Populaire Français, Groupe « Collaboration », Parti Socialiste Français, Milice française), des groupements syndicaux (syndicats du bâtiment et de la métallurgie de Béziers, coopérative ouvrière « Sète Manutention », syndicat des pointeurs), des associations secrètes (Ligue des droits de l'Homme, association « Les Amis de l'Homme ») et des œuvres d'assistance (Comité d'assistance aux réfugiés, Armée du Salut, Œuvre de Secours aux Enfants, Aumônerie protestante pour les étrangers).

1000 W 221	Carnet « B »[6], surveillance des membres : correspondance, rapports.	1941

Surveillance et répression des mouvements de Résistance

1000 W 222	« Menées anti-nationales », surveillance : arrêtés, correspondance, circulaires, statistiques, listes, rapports.	1939-1943
1000 W 223	Dénonciations pour activité gaulliste ou communiste, enquêtes (1940-1944) puis répression des auteurs de dénonciations (1944-1945) : correspondance, tracts, procès-verbaux.	1940-1945
1000 W 224	Manifestations du 14 juillet 1942, surveillance et poursuites : rapports, correspondance, notes de renseignement. Propagande anti-gouvernementale, saisie des tracts et recherche des responsables [concerne notamment le groupe « Combat »] : tracts, correspondance, notes de renseignements. Individus suspects de propagande gaulliste : dossiers individuels.	1941-1942
1000 W 225	Activité gaulliste, surveillance [notamment surveillance des départs pour l'Angleterre] : tracts, rapports, procès-verbaux, correspondance.	1940-1942
1000 W 226	Activité « terroriste », dédommagements aux victimes d'attentats : rapports, procès-verbaux, circulaires, correspondance (1943-1944) ; surveillance des camps de réfractaires et de résistants : notes de renseignements sur la présence ou non de camps dans les communes (mai-juin 1944).	1943-1944
1000 W 423	Surveillance de groupes et de personnes notamment Combat, enquêtes.	1942

Partis politiques

1000 W 227	Instructions du ministère de l'Intérieur relatives à la répression des menées communistes (1940-1942). Organisations communistes [dont le Cercle des Mineurs du Bousquet d'Orb], dissolution : correspondance, circulaires, rapports (1939-1943). Biens communistes séquestrés, dévolution : rapports, correspondance (1942-1944).	1939-1944
1000 W 228	Dossiers individuels de communistes classés alphabétiquement [il manque la lettre A] : correspondance, notes de renseignements, ordres d'écrou.	1939-1942
	Activité communiste, surveillance : arrêtés, rapports, correspondance, tracts, listes, notices individuelles.	1939-1944
1000 W 229	1939-1940	
1000 W 230	1941-1944	
1000 W 456	Surveillance du parti communiste : rapports de police, des Renseignements généraux et de gendarmerie, tracts. A signaler : appel à manifestation pour le 14 juillet 1942, note sur l'organisation et les méthodes d'action du parti communiste illégal.	1942

[6] Le carnet « B » est un registre de suspects, principalement des militants pacifistes et anarchistes.

Sociétés secrètes

1000 W 231	Loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes, application : correspondance, circulaires, états récapitulatifs par service des agents ayant fait une déclaration de non-appartenance à des loges maçonniques. Biens maçonniques séquestrés, saisie et dévolution : procès-verbaux d'apposition de scellés et de saisie de biens, correspondance, rapports.	1940-1943
1000 W 232	Membres de sociétés secrètes, surveillance : listes, correspondance, circulaires.	1941-1943

Étrangers

1000 W 233	Nord-Africains, surveillance : listes des résidents dans le département (1938-1939) ; surveillance des embarquements à Sète : listes, rapports, circulaires, correspondance (1940) ; recherche des clandestins : procès-verbaux, correspondance (1940) ; étude de l'action allemande parmi les Nord-Africains et des menées « anti-françaises » de certains individus : notes de renseignements, rapports, correspondance (1942).	1938-1942
1000 W 234	Espagnols, surveillance et recherche des « anarchistes » : correspondance, listes (1940-1942) ; rapports avec les associations républicaines : rapports, circulaires, correspondance (1944-1947, avec des documents justificatifs de 1943).	1940-1947

Contrôle de l'opinion

	Tracts, brochures et affiches, saisie et recherche des responsables : documents saisis, rapports de police, correspondance, ouvrages imprimés.	1941-1944
1000 W 237	1941-1943	
1000 W 238	janvier-juillet 1944	
	Journaux interdits, saisie et recherche des responsables : journaux saisis, circulaires, procès-verbaux de saisie, télégrammes, correspondance.	1941-1944
1000 W 239	Journaux suisses	
1000 W 240	Autres journaux	
1000 W 424, 433	Journaux interdits, tracts, brochures et affiches. *A signaler* : nombreux exemplaires de journaux dont *Combat*, tracts, brochures et d'affiches de propagande.	1942-1943

Internements, assignations à résidence et déportations

	Dossiers d'internés pour motifs politiques : arrêtés, notes de renseignements, procès-verbaux de gendarmerie, correspondance.	1940-1950
1000 W 244	A	
1000 W 245	Ba-Bl	
1000 W 246	Bo-Bu	
1000 W 247	C	
1000 W 248	D	
1000 W 249	E-F	
1000 W 250	G	
1000 W 251	H-L	
1000 W 252	M	
1000 W 253	N-P	
1000 W 254	Q-R	
1000 W 255	S	
1000 W 256	T-Z	
1000 W 257	Dossiers concernant plusieurs individus.	
1000 W 263	Mesures de police du 10 décembre 1941, arrestations et internements : correspondance, listes, arrêtés, rapports, dossiers individuels des personnes internées (1941-1944). Internements et assignations à résidence, affaires diverses : listes, correspondance relative aux individus non internés mais ayant fait l'objet de propositions d'internement, rapports mensuels, propositions de libérations, correspondance (1942-1944).	1941-1944
320 W 10	Déportés-résistants. Arrestation, interrogatoire, conditions de détention : mémoire (1947-1948) ; statut et requêtes : application de l'arrêté du 27 décembre 1954 sur les patriotes transférés en Allemagne, listes nominatives des déportés de Capestang, listes nominatives des déportés-résistants et des internés-résistants du département de l'Hérault, rapport des Renseignements généraux, correspondance (1953-1956).	1947-1956

Affaires de guerre

Seconde Guerre mondiale

Relations avec les autorités d'occupation

*Le **service des relations franco-allemandes** et des réquisitions allemandes et italiennes est créé en novembre 1942 avec l'arrivée de la commission allemande d'armistice dans l'Hérault. Rattaché à une section du cabinet du préfet, il se compose d'un service régional et d'un service départemental avec 6 sections. Ses attributions concernent tout ce qui relève des relations avec les autorités d'occupation (police, défense passive, dommages, logement et cantonnement des troupes…) ainsi que les réquisitions en faveur des troupes d'occupation.*
Les dossiers contiennent de la correspondance, des notes de renseignements, rapports, comptes rendus de réunions, traductions de lettres d'officiers allemands, listes (1940-1944).

1000 W 275	Organisation générale
1000 W 276	Personnel du service des relations franco-allemandes
1000 W 277	Commissions de contrôle
1000 W 278	Surveillance de la population
1000 W 279	Contrôle de l'opinion
1000 W 280	Contrôle des transports et des communications, laissez-passer

1000 W 281	Surveillance de la navigation
1000 W 282	Contrôle des armes
1000 W 283	Collaboration économique
1000 W 284	Ravitaillement
1000 W 285	Réquisitions
1000 W 286	Affaires sanitaires
1000 W 287	Chantiers de jeunesse
1000 W 288	Défense passive
1000 W 289	Couvre-feu
1000 W 290	Affiches à apposer en cas de combats
1000 W 291	Avertissements d'exercice de tirs réels
1000 W 292	Evacuations
1000 W 293	Prisonniers de guerre
1000 W 294	Inhumations
1000 W 295	Sabotages
1000 W 296	Incidents
1000 W 297	Arrestations (affaires classées chronologiquement de mars 1943 à juillet 1944. À signaler : arrestation des docteurs Antonin Balmès et Desmont avec rapport de la faculté de médecine sur l'intérêt de leurs travaux, arrestation de Vincent Badie.
1000 W 298	Arrestations (dossiers individuels, 1943)
1000 W 299	Arrestations (divers)
1000 W 300	Poursuites pénales et exécutions par les Allemands

Mission Étrangers et nationalité

Naturalisations

Ajournements et rejets de demandes

2 W 463	Dossiers de naturalisations rejetés en 1949. *A signaler* : dossier Henri Glaser dit « capitaine Léon » avec un rapport contenant des informations sur la Résistance à Clermont-l'Hérault et Lodève.	

Circulation transfrontière

Circulation des personnes en temps de guerre (1939-1945)

2 W 2367	Délivrance de visas de sortie et de passeports. Etats statistiques des visas accordés à des étrangers (1940, 1944), des Italiens rapatriés, des passeports délivrés entre mai et juin 1940 comprenant des listes nominatives, demandes de visas de ressortissants espagnols appelés sous le drapeau en Espagne avec listes nominatives (1943), correspondance et télégrammes concernant des demandes de visas et passeports avec listes nominatives des rappels faits au ministère de l'Intérieur.	1940-1944

Mission Relations de l'État avec les collectivités territoriales

Personnel territorial

Au sein de la partie consacrée à la gestion des carrières et rémunération du **personnel territorial**, sont conservés des dossiers concernant le **personnel communal, des intercommunalités et départemental** engagé dans la Résistance.

527 W 5406	Bonification d'ancienneté pour les fonctionnaires ayant pris une part active et continue dans la Résistance (loi du 26 septembre 1951) : décisions de la commission centrale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre [contient des notices individuelles].	1954-1960
288 W 906	Indemnisation des personnels victimes des événements de guerre. Application de la circulaire n° 430 AD 3 du 4 mai 1945 relative à la situation des agents des collectivités locales qui ont quitté leurs services pour des raisons politiques ou militaires ou qui ont été victimes d'événements de guerre : demandes des agents.	1945

Fonds de la sous-préfecture de Béziers

Le fonds de la sous-préfecture de Béziers se décompose en plusieurs sous-fonds, sur le même modèle que la préfecture, en fonction des grandes missions exercées. Sur la question de la Résistance, 3 sous-fonds sont concernés : le cabinet du sous-préfet, la mission Réglementation et la mission Relations avec les collectivités locales.
Comme pour la préfecture, c'est la mission Cabinet, avec notamment la partie sur la surveillance des personnes au sein de "Police et gendarmerie" et la partie sur la surveillance et la répression des mouvements de Résistance sous "Affaires de guerre" qui sont les plus riches à ce sujet. L'arrondissement de Béziers abritant la plupart des maquis héraultais, les archives en ont gardé la trace, essentiellement à travers les rapports de police, de gendarmerie et des Renseignements généraux.

Cabinet du sous-préfet

Organisation générale et affaires politiques

Relations avec les structures locales

Municipalités

12 W 879	Dénonciation des mouvements de Résistance. Instruction du préfet aux maires.	1944

Propagande

12 W 768	Propagande, diffusion de tracts, censure, contrôle de la presse. Notes, comptes rendus d'enquêtes de police, procès-verbaux de police, télégrammes, journaux suisses, liste d'ouvrages à retirer des bibliothèques.	1940-1942
12 W 1288	Censure et propagande communiste. Instructions, notes RG, tracts communistes, rapports de police relatifs à la propagande communiste.	1940-1941
12 W 751	Propagande de la Résistance et en faveur du Maréchal. Tracts, notes RG, rapports de police et gendarmerie (octobre 1942-août 1944).	1942-1944

Police et gendarmerie

Rapports

12 W 186	Commissariats d'Agde (mars-août 1944) et Béziers (décembre 1942-août 1944). Rapports journaliers.	1942-1944
12 W 731	Renseignements généraux de Béziers et Sète. Bulletins hebdomadaires (semaines du 1er au 14 novembre 1942), rapport sur la situation de la journée du 12 novembre 1942, notes de renseignements (26 février 1943-8 mars 1944).	1942-1944
12 W 761	Renseignements généraux de Béziers et Sète, section annexe de contrôle des informations de presse de Béziers-Pézenas. RG Béziers : bulletins hebdomadaires (février 1942-juillet 1944), notes de renseignements et rapports d'enquêtes (février 1942-novembre 1943), rapports mensuels (janvier 1942-avril 1943). RG Sète : bulletins hebdomadaires (mars 1942-juillet 1944), rapports divers et notes de renseignements (1942-1943), rapports mensuels (février-août 1942, janvier 1943-juillet 1944). Section annexe de contrôle des informations de presse de Béziers-Pézenas : rapports hebdomadaires (février 1942-février 1944).	1942-1944
12 W 762	Commissariats d'Agde (novembre 1942-février 1944), Bédarieux (octobre 1942-août 1943), Béziers (novembre 1942-octobre 1943) et Pézenas (novembre 1942, juillet 1943-avril 1944). Commissariat d'Agde : rapports journaliers (novembre 1942), rapports mensuels sur la situation générale du secteur d'Agde (novembre 1942-février 1944). Commissariat de Bédarieux : rapports mensuels (octobre 1942, février-mars, juin, août 1943). Commissariat de Béziers : notes, correspondance, rapports (novembre 1942-octobre 1943). Commissariat de Pézenas : rapport journalier (11 novembre 1942), rapports mensuels (juillet, novembre 1943-avril 1944).	1942-1944
12 W 747	Notes du commissaire spécial (4 novembre 1943, 1er mars-17 août 1944). Concernent notamment les actions de la Résistance et des maquis, les combats de la Libération, les arrestations.	1943-1944
12 W 759	Notes, comptes rendus de police et gendarmerie.	1943-1944

12 W 187 Commissariats d'Agde, Béziers, Bédarieux, Renseignements généraux (août 1944-décembre 1947). 1944-1947

12 W 188 Commissariats d'Agde, Béziers, Bédarieux, Renseignements généraux (août 1944-décembre 1945). 1944-1945
Rapports journaliers, bulletins quotidiens, un rapport mensuel pour le commissariat de Bédarieux.

Surveillance de la population

Surveillance des personnes

363 W 347 Individus inscrits sur les listes "S" et "S'" et au carnet B. 1934-1944
Notes des Renseignements généraux, correspondance.

363 W 345 Individus suspects. 1939-1942
Notes des renseignements généraux, correspondance, rapports de police (classement dans l'ordre alphabétique).
Concerne les étrangers (notamment les réfugiés de la légion tchécoslovaques), les communistes, les personnes relevant du droit commun.

Surveillance des groupes

Partis politiques

12 W 768 Parti communiste. 1941
Notes relatives à Jeanne Hérail, institutrice à Roujan, accusée de propagande communiste.

Affaires de guerre

Seconde guerre mondiale

Faits de guerre

12 W 751 Bombardements aériens. 1944
Signalement, demandes de secours : dépêches, rapports de police et gendarmerie, dossier relatif au bombardement de Béziers et des environs du 5 juillet 1944 et au paiement des requis civils chargés du déblaiement contenant de la correspondance, des rapports de gendarmerie et des maires des communes touchées par le bombardement, compte rendu détaillé du chef urbain de la défense passive de Béziers.

Relations avec les autorités d'occupation

12 W 749 Relations franco-allemandes. 1942-1944
Affaires classées par communes : notes, correspondance, télégrammes, rapports de police, bordereaux d'envoi, réclamations.
Concernent les réquisitions allemandes, les dommages et incidents causés par les troupes d'occupation.
A signaler : réponses à une enquête sur les cantonnements des troupes allemandes au moment de l'occupation de la zone sud (1942), listes des immeubles libres pouvant accueillir les troupes allemandes (1943) ; témoignages des exactions des troupes allemandes au moment de leur déroute (1944), de chutes de ballons et d'avions.

12 W 750	Relations franco-allemandes puis service de liquidation des dépenses d'occupation. Notes, correspondance, télégrammes, rapports de police, bordereaux d'envoi, réclamations, avis d'exercices de tir (classement chronologique). Concernent les réquisitions allemandes, les dommages et incidents causés par les troupes d'occupation. *Pour information* : on peut y trouver quelques témoignages d'arrestations opérées par les Allemands.	1942-1945
12 W 759	Problèmes liés à l'Occupation, office de placement allemand. *A signaler* : incidents avec les troupes d'occupation, arrestations par les Allemands : notes des Renseignements généraux, correspondance, rapports de police.	1943-1944

Envoi de travailleurs en Allemagne

12 W 757	Service du travail obligatoire (S.T.O.). Instructions, correspondance, notes relatives aux départs en Allemagne, listes nominatives des départs et des défaillants, recensement des Français nés entre le 1er janvier 1912 et le 31 décembre 1921 notamment à la "Ruche du Midi", comptes rendus de réunions du comité d'entraide aux travailleurs français en Allemagne, notes RG et rapports de police et gendarmerie concernant notamment le combat de Douch de septembre 1943, cahier d'enregistrement des départs du 27 mai au 1er décembre 1943 avec listes nominatives.	1942-1943

Surveillance et répression des mouvements de Résistance

12 W 807	Répression des menées antinationales. Etablissement de statistiques : instructions, correspondance, rapports mensuels des commissariats d'Agde, Bédarieux et Béziers.	1939-1943
363 W 345	Surveillance des menées antinationales. Tentatives d'embarquement en Angleterre : rapports de police, télégrammes (1940-1941). Propagande gaulliste : instructions, tracts, rapports de police, gendarmerie et des Renseignements généraux (1940-1942). Répression des menées antinationales : états mensuels (décembre 1939-août 1942, 1944-1947). Attentats par explosifs : notes des Renseignements généraux, rapports de gendarmerie (1944-1947).	1940-1947
12 W 751	Actions de la Résistance. Tracts, notes RG, rapports de police et gendarmerie, instructions (octobre 1942-août 1944).	1942-1944
12 W 759	Propagande destinée aux soldats non allemands de la Wehrmacht. Note, tract.	1944

Internements, assignations à résidence et déportations

785 W 102	Demandes d'attestation d'internements. Listes des Français exécutés par les autorités allemandes en juin 1944 à Béziers, demandes d'attestation d'internés politiques (classement alphabétique, 1966-1972), demandes d'attestation d'internement au camp d'Agde (classement alphabétique, 1957-1969).	1957-1972

Libération et reconstruction

506 W 317	Comité d'arrondissement de libération de Béziers, comité local de libération de Béziers et mise sous séquestres des biens des miliciens. *A signaler* : Comité local de libération de Béziers : procès-verbaux (26 août 1944 - 22 février 1945).	1944-1950
785 W 71	Composition des comités locaux de libération. Délibérations.	1944
12 W 879	Constitution des comités locaux de libération. Correspondance, délibérations, notes RG, petits dossiers par communes, arrêtés préfectoraux.	1944

Mission Réglementation

Au sein de la partie **Étrangers et nationalité**, il peut être intéressant de signaler que, parmi les dossiers de **naturalisations** acceptés ou rejetés de l'immédiat après guerre (jusqu'à la fin des années 40), se trouvent des dossiers concernant d'anciens **guérilleros** espagnols.

Mission Relations avec les collectivités locales

Au sein des **finances locales**, sont conservées les **délibérations à caractère financier** des communes. Pour la commune de Laurens, est signalé un vote de subvention en faveur des FFI.

12 W 256	Laurens. Vote d'une subvention au comité des femmes de France pour venir en aide aux Forces françaises de l'intérieur (FFI).	1944

Fonds de la Sûreté nationale

Entre le 19 avril et le 17 juillet 1941, une série de lois et décrets réforme l'organisation de la police désormais nationale. La volonté des dirigeants de Vichy de disposer à l'échelon local d'un instrument à leurs mains conduit à l'étatisation des polices municipales dans les communes de plus de 10 000 habitants (loi du 27 avril 1941). Le contrôle étatique s'exprime en outre par la création d'une Ecole nationale de Police (loi du 23 avril 1941) destinée à la formation des commissaires et des inspecteurs, ainsi que par la mise en place d'une force civile de maintien de l'ordre (les Groupes Mobiles de Réserve) pour intervenir en renfort des forces de sécurité publique des corps urbains ; les GMR seront transformés en Compagnies Républicaines de Sécurité à la Libération. Administrativement, les services sont régionalisés, le territoire étant divisé en régions, districts et circonscriptions, dirigés par le préfet régional assisté d'un intendant de police. Cette réorganisation, et notamment l'étatisation des polices municipales, s'est accompagnée d'un accroissement conséquent des effectifs policiers.

À la Libération, la Direction générale de la Police nationale redevient la Direction générale de la Sûreté nationale (ordonnance du 16 novembre 1944), les structures des services centraux demeurent presque inchangées. La loi du 26 mars 1946 supprime l'organisation régionale, mais la police judiciaire, les CRS et les secrétariats généraux conservent leur cadre régional.

Les personnels de la Sûreté nationale et ceux de la préfecture de police de Paris sont rassemblés, par la loi du 9 juillet 1966, au sein de la Police nationale.

*Le fonds de la Sûreté nationale se compose des dossiers d'administration générale et de gestion des effectifs, reflétant les missions exclusivement administratives du service producteur. Sont ici signalés les dossiers relatifs au **personnel de police** engagé au sein des FFI ou surveillé en raison de ses convictions politiques au moment de son recrutement.*

Administration générale

201 W 7	Personnel de police : dossier thématique relatif aux Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.).	1944-1945

Gestion des carrières

201 W 47	Personnel de police, recrutement. Candidatures remarquées en raison de l'appartenance soupçonnée des candidats aux milieux socialiste et communiste.	1941-1946

Fonds des Renseignements généraux

La loi du 23 avril 1941, qui met en place les structures de la police nationale telles qu'elles existent encore de nos jours, crée un service des Renseignements généraux rattaché à la Direction générale de la police nationale. L'ordonnance du 16 novembre 1944, manifestant la reprise en mains de la police nationale par les autorités de la France libre, confirme l'existence d'une direction des Renseignements généraux, désormais distincte de la nouvelle Direction de la Surveillance du territoire.
Sont signalés ici le fonds de la direction régionale de Montpellier et le fonds des Renseignements généraux de Béziers.
Pour la direction régionale des Renseignements généraux de Montpellier, c'est le versement 1622 W qui concerne la période de l'Occupation et la vie politique, sociale et économique régionale depuis la Libération. Y est conservé un dossier sur la Résistance, les maquis, les résistants victimes de la Gestapo, la Libération.
Le fonds des Renseignements généraux de Béziers illustre les activités de surveillance et de contrôle exercées par ce service départemental depuis le début des années 1940. Il constitue une source d'information extrêmement précieuse sur l'histoire politique et sociale de l'arrondissement de Béziers durant la guerre de 1939-1945.
Dans ce guide, sont signalés les documents relevant de la surveillance des mouvements de Résistance et groupements antinationaux, des personnes suspectes en raison de leurs convictions politiques, des manifestations de la population à l'occasion des fêtes nationales. En outre, sont indiqués les dossiers liés aux relations franco-allemandes avec le ST et ses réfractaires, les arrestations et exécutions par les autorités d'occupation. Enfin, apparaissent les dossiers produits dans le cadre du contrôle exercé sur les associations d'anciens combattants, résistants et déportés.

Renseignements généraux de Montpellier

1622 W 5	Enquête sur les maquis dans l'Hérault, les mouvements de Résistance, les résistants victimes de la Gestapo, les événements de la Libération. Rapports, coupures de presse, feuille d'information « Combat » du 15 octobre 1943, notice individuelle, instructions.	1944-1955

Renseignements généraux de Béziers

Fonctions de police de renseignements

Synthèses départementales

2147 W 143	Constitution du fichier départemental. *A signaler* : extraits des condamnations prononcées par le tribunal militaire de la XVIè région et par le tribunal correctionnel de Béziers pour menées antinationales ou antigouvernementales depuis juin 1940 [1942], listes nominatives des internés administratifs.	1941-1945

Activités et mouvements de Résistance

2147 W 155	Enquêtes sur les activités résistantes et sur la diffusion de la propagande anglo-gaulliste. Instructions, états statistiques mensuels relatifs à la répression des menées antinationales, notes de renseignement, rapports, messages transmis. Concerne notamment les organisations Combat et NAPfer.	1940-1946
2147 W 156	Surveillance de la diffusion de la propagande résistante, gaulliste et alliée. Tracts, journaux, notes de renseignement, rapports, instructions, messages.	1941-1944
2147 W 157	Renseignements recueillis sur les sabotages, attentats, incidents, faits divers et opérations de police judiciaire et administrative. Instructions, comptes rendus mensuels et états statistiques relatifs aux attentats terroristes, avis de recherche, notes de renseignement, notes d'information, rapports de police et de gendarmerie, procès-verbaux d'interventions, télégrammes, messages transmis.	1941-1945
2147 W 158	Surveillance des activités des personnalités et des groupements résistants (Front national, S.F.I.O., Mouvement de libération nationale, milices patriotiques, parti radical-socialiste, mouvement républicain populaire, parti communiste, Mouvement unifié de renaissance française). Notes d'information, notes de renseignement, tracts, rapports, messages.	1943-1945
2147 W 159	Surveillance des activités des mouvements issus de la Résistance (Front national, Mouvement de libération nationale, Mouvement unifié de la renaissance française, Union des femmes françaises, Francs-tireurs et partisans français). Notes d'information.	1943-1945

Groupements dits antinationaux

2147 W 161	Surveillance des activités communistes. Instructions, circulaires, décret portant dissolution des organisations communistes, notes de renseignements, listes nominatives de communistes et de combattants des Brigades internationales, comptes rendus d'enquêtes, rapports d'étude sur le parti communiste, coupures de presse, tracts et journaux, procès-verbaux de dépositions et d'auditions, imprimé vierge de déclaration d'appartenance raciale, télégramme, messages.	1940-1944

Relations avec les forces d'occupation

Envoi de travailleurs en Allemagne

2147 W 166	Surveillance de la propagande contre le recrutement de la main-d'œuvre française pour l'Allemagne. Notes de renseignement, tracts, messages.	1942-1943
2147 W 167	Recherche par les autorités allemandes et françaises de réfractaires au S.T.O. et à la relève.	1943-1944

Arrestations et faits de guerre

2147 W 168	Suivi des arrestations, incidents, activités de propagande, interventions policières et militaires des autorités d'occupation, et des engagements contre la Résistance. Notes de renseignement, fiches individuelles de renseignement, états mensuels des arrestations, comptes rendus périodiques, rapports, instructions, messages.	1942-1944
2147 W 169	Enquête sur l'exécution de Français à Béziers, le 7 juin 1944, par les autorités militaires allemandes. Listes nominatives et signalétiques des victimes, notices individuelles d'identification, comptes rendus, procès-verbaux d'auditions, instructions, messages.	1944-1945

Fêtes nationales et ouvrières, cérémonies locales

2147 W 344	Célébrations 1er mai 1941-1945, 14 juillet 1943-1945, 11 novembre 1942-1943, 1945. Notes d'information, notes de renseignement, arrêtés préfectoraux, notes de service, instructions, états des effectifs de surveillance et des permanences des agents, rapports de police et de gendarmerie, tracts, télégrammes, messages.	1941-1945

Associations régimentaires, patriotiques, mémorielles

2147 W 373-381	Contrôle des associations d'anciens combattants, d'anciens résistants et déportés. Notes d'information, notes de renseignement, notices individuelles, notices de composition des bureaux, instructions, rapports, revues de presse, tracts, bulletins, messages.	1942-1986

Entreprises et établissements publics et privés

Secteur public et nationalisé

2147 W 470	Chemins de fer. Rapport d'étude générale réalisée durant l'Occupation recensant notamment les cheminots communistes figurant sur la liste des individus suspects du secteur de Béziers.	[1940-1944]

Suspects politiques, individus dangereux

2147 W 515	Listes des personnes signalées au contrôle technique du courrier, comptes rendus d'interception et de contrôle, messages.	1942-1944
2147 W 519	Listes nominatives de Français et étrangers communistes, syndicalistes, socialistes, juifs, religieux, repris de justice, internés libérés, opposants au gouvernement résidant dans le secteur de Béziers-Saint-Pons.	[1943]
2147 W 520-522	Listes nominatives de Français et étrangers suspects ou dangereux résidant dans le secteur de Béziers-Saint-Pons (listes « générale », « S », « S prime », « Troisième catégorie »).	[1943]-1944

Missions de contrôle et de recherche

Police de l'air

2147 W 620	Surveillance des aérodromes et des radiocommunications. Instructions, rapports, note de renseignement, lettre de dénonciation. Concerne notamment la diffusion radiophonique de la propagande résistante.	1942-1945

Fonds du service régional de police judiciaire (SRPJ)

La police judiciaire a été créée en 1907 avec le Contrôle général des services de recherches judiciaires et les brigades régionales de police mobile (BRPM). En 1911, elles passent au nombre de 15, Montpellier étant la 14e.
L'importante réforme législative d'avril 1941 instaure dans le pays une Direction générale de la Police nationale. Cette dernière comprend trois directions actives de police dont le service de police judiciaire qui remplace l'ancien contrôle général des services de recherches judiciaires. Ce service regroupe, par le décret du 13 mai 1941, les brigades régionales mobiles et les sûretés. Le décret du 10 novembre 1941 donne aux brigades mobiles leur appellation actuelle. Elles deviennent SRPJ tout en voyant leur compétence étendue à la police économique et à la surveillance du territoire.
Le 9 juin 1942, une circulaire annonce la constitution au sein de chaque SRPJ d'une section "uniquement chargée de la répression des menées communistes et terroristes ainsi que des menées antinationales de toute nature ".
Le 21 novembre 1942, les sections régionales des affaires judiciaires à origine politique (SRAJOP) sont transformées en sections des affaires politiques (SAP). Ces services sont chargés de lutter contre les menées antinationales et notamment contre les communistes.
Le 1er mars 1946, le service de police judiciaire est rattaché à la sécurité publique et ses SRPJ redeviennent des BRPM.
Le 13 janvier 1947, les SRPJ sont rétablis et leur nombre est fixé à 17.

A l'origine, la circonscription du SRPJ de Montpellier comprend 8 départements : Ardèche, Aude, Aveyron, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Vaucluse. Depuis 2005, l'aire de compétence du SRPJ de Montpellier couvre la région Languedoc-Roussillon et le Vaucluse.

Le versement **796 W** se compose principalement de documents relatifs à la guerre 1939-1945 mais également de quelques documents généraux sur les évènements liés à la guerre d'Algérie.
La partie ayant trait à la Seconde Guerre Mondiale comprend :

- quelques dossiers d'affaires économiques (marché noir, trafics, abattage clandestin),
- des documents concernant les affaires politiques :
    - Dossiers individuels et dossiers d'affaires de la section des affaires politiques (SAP)
    - Documents de police judiciaire postérieurs à la Libération et notamment concernant.
    - Dossiers d'affaires judiciaires relativement importantes soit concernant le droit commun, soit liées à la guerre et à l'Occupation.

Le versement **1043 W** comprend des dossiers individuels de la période 1940-1946 numérotés de 3896 à 12099.
Sur l'ensemble de la période on rencontre différents types d'affaires. Certaines sont récurrentes (vol, escroquerie, violence, meurtre, assassinat) alors que d'autres sont plus ponctuelles. À partir de 1944, quasiment chaque dossier est lié à l'activité politique durant la guerre : résistance, collaboration, appartenance à la Milice ou à la Gestapo, dénonciation aux autorités allemandes. Dans un même dossier (donc sous un même numéro) on trouve plusieurs affaires différentes. Les dossiers se composent principalement de notices individuelles, notes de renseignement, rapports d'enquêtes, procès-verbaux de police, télégrammes, avis de recherche, tracts.
Le versement **1320 W** contient des dossiers d'affaires de police judiciaire importantes concernant notamment les enquêtes sur les exécutions commises par les réseaux de Résistance en Ardèche et en Lozère. À souligner, plusieurs affaires d'empoisonnement dont celle du pain à Pont-Saint-Esprit.

Le versement **1764 W** comprend quelques dossiers de la période de la Seconde Guerre mondiale.

Se référer au répertoire méthodique en ligne.

Fonds des commissariats de police

La loi du 23 avril 1941 réorganise les services de police et crée, au niveau central, la Direction générale de la police nationale. Cette dernière se substitue à la Direction de la sûreté nationale.
A partir de ce moment, les commissaires sont placés sous les ordres du préfet de région et non plus des maires. Les différentes missions de police sont clairement distinguées : police judiciaire, renseignements généraux et sécurité publique, cette dernière relevant des commissariats.
Les services extérieurs de la Direction générale de la police nationale sont dotés d'une organisation territoriale reposant sur trois échelons : la région (dirigée par le préfet de région assisté d'un intendant de police) ; le district (en principe un par département), contrôlé par le préfet ; la circonscription, placée sous l'autorité d'un commissaire central ou d'un commissaire de police.
L'ordonnance du 16 novembre 1944 rétablit la Direction générale de la sûreté nationale. Elle comprend quatre grandes directions actives : police judiciaire, sécurité publique, renseignements généraux et surveillance du territoire.

Commissariat central de Montpellier

Le versement **200 W** concerne les affaires traitées par le commissariat central de Montpellier entre 1940 et 1947. Le type d'affaires rencontrées évolue entre ces deux années. Les affaires de vol sont présentes sur toute la période. Elles sont les plus nombreuses entre 1940 et 1945.
Jusqu'en 1942, on rencontre également un nombre important de dossiers de prostituées composés de notices individuelles et de photographies. A partie de 1943, ces dossiers disparaissent, laissant place à des affaires d'escroquerie, de trafic de marchandises, de hausses illicites, d'accidents, de violence, de mœurs. À partir de juillet 1945, la majorité des affaires concerne la collaboration, la résistance, les miliciens.

Se référer au répertoire en ligne.

Commissariat de Sète

Le versement **1739 W** contient quelques dossiers sur la période de la Seconde Guerre mondiale classés méthodiquement : trafics divers, relations avec l'occupant, libération et enquêtes diverses.

Se référer au répertoire en ligne.

JUSTICE

Fonds des tribunaux d'exception de la période de Vichy

Tribunal spécial

Le tribunal spécial, créé par la loi du 24 avril 1941, juge les auteurs d'agressions nocturnes, les vols avec violence ou port d'arme, commis par des personnes majeures ou mineures de plus de 16 ans pendant l'obscurcissement de l'éclairage public pour cause de défense passive. La condamnation est la peine de mort. Par la suite, d'autres textes lui donnent de nouvelles attributions, accompagnées de différentes peines : vols de bestiaux commis la nuit, "marché noir", vols de colis adressés aux prisonniers de guerre, détention d'armes sans autorisation, infraction à la législation économique, pillage en temps de guerre.
Le tribunal spécial, organisé dans chaque ressort de cour d'appel, est composé d'un président de chambre et de quatre conseillers. La procédure, calquée sur celle de la cour d'assises, est instruite dans un délai de huit jours sans possibilité d'appel. Le tribunal spécial disparait à la Libération.
Certaines des affaires traitées par ce tribunal s'inscrivent dans le cadre de la répression de la ***Résistance*** *et des menées antinationales.*

Procédures du tribunal de 1ère instance de Montpellier

59 W 3	Détention et port d'arme à Montpellier, Mauguio, Saint-Jean-de-Védas, Castelnau-le-Lez, Sète, Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone (27 février, 10 avril, 8 et 22 mai, 3, 17, 19, 28 juillet 1943) ; détention d'arme à feu à Frontignan, Montpellier, Poussan, Sète (13 et 27 mars, 5, 18 et 19 juin 1943) ; détention d'arme et de munition à Le Triadou, Gigean, Montpellier (26 août, 23 septembre 1943) ; détention d'explosifs à Castelnau-le-Lez (12 août 1943) ; vol d'explosifs à Sète (26 août 1943) ; vol et détention d'explosifs à Sète (9 septembre 1943).	1943
59 W 4	Détention d'arme et de munition à Montpellier, Sète, Lunel, Lansargues, Frontignan (28 octobre 1943, 22 janvier 1944 et 25 mars 1944) ; détention d'arme à feu à Avènes-les-Bains (28 octobre 1943) ; détention de munition à Montpellier (18 décembre 1943) ; détention d'arme et ivresse à Montpellier (22 janvier 1944) ; détention d'arme, violence et ivresse à Sète (29 janvier 1944) ; détention d'arme de chasse à Lunel (29 janvier 1944) ; recel et utilisation frauduleuse de titre de ravitaillement, hausse illicite et marché noir à Lavelanet, Carcassonne, Suillan (19 février 1944) ; falsification de carte d'identité, faux certificat de travail et permis de conduire, usurpation d'état-civil, détention illégale d'armes à Lamalou-les-Bains, Montpellier, Toulouse (21 et 26 février 1944) ; détention d'armes à Sète, Montpellier (26 février 1944) ; évasion à Montpellier (26 février 1944) ; détention d'armes, défaut de vice de carte d'identité d'étranger à Montpellier, Nîmes (4 mars 1944) ; détention d'arme de chasse et de munition à Sète (4 mars 1944) ; détention d'arme à feu, assassinat à Montpellier (11 mars 1944).	1943-1944

59 W 5	Détention d'arme à Aniane, Graissenac, Montpellier, Mireval (12 avril, 13 et 27 mai, 17 juin 1944) ; vol de colis de prisonnier à Sète (22 avril 1944) ; détention de munition à Sète (24 avril 1944) ; détention de munition et d'explosifs à Balaruc-les-Bains (6 mai 1944) ; détention et non dépôt d'armes à Cazouls-les-Béziers (13 mai 1944) ; détention d'arme à feu et munitions à Montpellier, Saint-Geniès-de-Mougues, Mireval (12 avril, 13 mai, 29 juillet et 10 août 1944) ; vols de marchandises destinées aux prisonniers à Montpellier (10 juin 1944) ; usurpation de fonctions, violation de domicile à Montpellier (24 juin 1944) ; détention irrégulière d'arme à feu à Montpellier (1er juillet 1944) ; recel d'objets destinés aux prisonniers à Sète (1er juillet 1944) ; détention d'armes et violence (15 juillet 1944) ; détention d'arme à feu au Bousquet-d'Orb (15 juillet 1944) ; détention d'arme et munition, violence à Lunel (29 juillet 1944) ; vol d'objets destinés aux prisonniers de guerre à Montpellier (15 juillet 1944) ; détention d'explosif à Montpellier (17 août 1944).	1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Béziers

59 W 6	Port d'arme prohibée, non dépôt d'arme à Graissessac, Agde (13 mars, 19 juin 1943) ; détention et non dépôt d'arme à Tour-sur-Orb, Béziers, Lieuran, Bouffie (Aveyron), Cazouls-les-Béziers, Nissan, Cruzy, Bessan, Cabrol (25 mars, 29 avril, 22 mai, 19 juin, 9 et 23 septembre, 6, 30 novembre, 18 décembre 1943) ; vol de colis destinés aux prisonniers de guerre (10 avril 1943) ; non dépôt d'arme à Poujol-sur-Orb (3 juillet 1943) ; non dépôt d'arme et de munition à Villeneuve-les-Béziers, Servian, Florensac (3 juillet, 26 août 1943) ; détention et non dépôt d'arme, port d'arme prohibée à Olonzac (9 septembre 1943) ; détention et non dépôt d'arme et de munition à Capestang (9 octobre 1943) ; vol et recel de colis destinés aux prisonniers de guerre à Florensac (23 octobre 1943) ; vol de denrées destinés aux prisonniers de guerre à Béziers (23 octobre 1943) ; détention et non dépôt d'explosifs à Maureihlan, Sauvian (23 octobre 1943) ; vol d'objets destinés aux prisonniers de guerre à Cazouls-les-Béziers (23 octobre 1943) ; détention et non dépôt d'arme, port d'arme prohibé à Palavas (28 octobre 1943) ; vol et détention d'explosif à Bédarieux et Cabrol (18 décembre 1943).	1943
59 W 7	Détention et non dépôt d'armes et de munition et d'explosifs à Cruzy (5 janvier 1944) ; détention d'arme et meurtre d'un agent de la force publique à Agde (8 janvier 1944) ; utilisation de fausse carte d'identité, vol, évasion de camp d'internement à Montpellier (18 janvier 1944) ; détention de munition à Murviel-les-Béziers (12 février 1944) ; vol et recel de denrées aux prisonniers de guerre à Saint-Chinian, Combejan, Béziers (18 mars 1944) ; détention et non dépôt d'arme à Saint-Chinian (6 mai 1944) ; vol de colis destiné aux prisonniers à Laurens (29 juillet 1944).	1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Carcassonne

59 W 8	Détention d'arme à Trèbes, Fourbou, Arzens, Castelnaudary, Carcassonne (8, 17 et 22 mai, 26 août, 9 septembre 1943) ; détention d'armes à feu à Quillan (22 mai 1943) ; tentative de vol de colis de prisonnier de guerre entre La Redorte et Moux (9 octobre 1943) ; détention d'arme et munitions à Montréal, Saint-Benoît, Villeguilheuc, Carcassonne, Niort, Bouisse, Espéraza (23 octobre, 16 novembre 1943, 5 janvier, 20 mai, 1er et 23 juillet 1944) ; vol et recel de colis de prisonniers à Carcassonne (15 janvier 1944) ; non déclaration de détention d'armes à Saint-Polycarpe (1er juillet 1944).	1943-1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Narbonne

59 W 9	Détention d'arme sans autorisation ni qualité à Leucate, Roubia, Narbonne,	1943-1944

Roquefort-les-Corbières, Saint-Marcel, Saint-Salveyre, Clermont-l'Hérault, Lézignan-Corbières, Villedaigne (13, 27 février, 27 mars, 8, 22 mai, 17 juillet 1943, 10 août 1944) ; vol de colis destinés à des prisonniers à Narbonne (8 mai 1943, 3 juin 1944) ; détention d'arme et de munitions sans autorisation, ni qualité à Narbonne, Coursan, Saint-Jean-de-Barrou (26 août, 23 septembre, 23 octobre 1943, 29 janvier, 4 et 6 mars 1944) ; détention de munition à Narbonne (17 juin 1944).

Procédures du tribunal de 1ère instance de Rodez

59 W 10	Détention d'arme à feu et munitions à Saint-Félix, Rodez, Flavin, Naucelle, Marcillac, Pont-de-Salous, Fijaguet, Druelle, Saint-Just, Lédergues, Graissac, Cadillac, Entraygues (13 février, 13, 27 mars, 10 avril, 8, 22 mai, 19 juin, 19 juillet, 10 août 1943, 19 février, 4 mars, 22 avril, 27 mai, 22 juillet 1944) ; détention d'arme à Espessergue et Saint-Chély-d'Aubrac (9 octobre, 30 novembre 1943).	1943-1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Millau

59 W 11	Détention d'arme à feu à Fondamente, Gaillac, Sévérac-le-Château, Lavernhe, La-Roque-Sainte-Marguerite, Cornuéjouls, Saint-Georges-de-Luzençon, Buzeins, Millau, Versols, Saint-Afrique, Cornus (13, 27 février, 13, 27 mars, 10 avril, 8, 22 mai, 5 juin, 3, 19 juilet, 9, 23 septembre, 18 décembre 1943, 15 janvier, 19 février et 4 mars 1944) ; vol à Saint-Sernin-sur-Rance (10 avril 1943) ; hausse illicite et marché noir à Sainte-Chapel-de-Millau, Montreuil, Graulhet, Albi (19 juillet 1943) ; détention d'arme et de munition à Sévérac-le-Château, Lavernhe (3 juillet 1943).	1943-1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Villefranche-de-Rouergue

59 W 12	Détention d'armes et munition à Decazeville, Villeneuve-d'Aveyron, Capdenac-Gare, Fimy, Gransac (13 février, 13 mars, 5 juin, 3 juillet, octobre-novembre 1943, 13 mai 1944).	1943-1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Perpignan

59 W 13	Détention d'armes et munition à Perpignan, Conat, Toulouges (13 et 27 mars, 10 avril, 8 et 22 mai, 5 et 19 juin, 17 juillet 1943) ; vol qualifié, complicité et détention d'arme à Perpignan (19 juillet et 9 septembre 1943) ; détention et non remise d'arme à Ur, Valceballéro, Nahuja (9 septembre 1943) ; détention d'arme à Elne (9 novembre 1943).	1943
59 W 14	Outrage à officier ministériel et coups et blessures volontaires à Prades (Pyrénées-Orientales) (8 janvier et 19 novembre 1943) ; détention d'arme à feu à Canet, Salses (5 janvier 1944) ; détention d'arme et cartouches à Milles (26 février et 25 mars 1944) ; détention d'arme à Perpignan, Saint-Estève, Lavelanet (1er avril, 17 juin 1944) ; meurtre tentative de meurtre et détention d'arme à Perpignan (8 juillet 1944).	1943-1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Céret

59 W 15	Détention d'arme et de munition à Banyuls-sur-Mer, Laroque-des-Albères, Coustouges, Argelès-sur-Mer (27 février, 13 et 27 mars, 8 mai 1943).	1943

Sections spéciales

La loi du 14 août 1941 crée les Sections spéciales auprès de chaque tribunal militaire en zone sud, et auprès des cours d'appel en zone occupée pour réprimer « toutes infractions pénales, quelles qu'elles soient, commises dans une intention d'activité communiste ou anarchiste ». Par la suite, avec la loi du 18 novembre 1942, l'ensemble des sections spéciales est rattachée aux cours d'appel. A partir de 1943, s'ajoute à leurs attributions la répression du « terrorisme » et des infractions qui ont pour but de "provoquer ou soulever un état de rébellion contre l'ordre social légalement établi". Comme pour les tribunaux spéciaux, la procédure est calquée sur celle de la cour d'assises. En cas de flagrant délit, la comparution est immédiate, sinon la procédure est instruite dans un délai de huit jours sans possibilité d'appel. Les sections spéciales disparaissent à la Libération.
Plus que pour le tribunal spécial, les affaires traitées par ces sections spéciales sont en lien avec la Résistance et les menées antinationales, avec un accent particulier sur la répression exercée à l'encontre des communistes.

Procédures du tribunal de 1ère instance de Montpellier

59 W 19	Diffusion de tract à Montpellier, Portet-Saint-Simon (Haute-Garonne) (12 septembre 1941, 16 décembre 1941) ; activité communiste ou anarchiste à Sète, Florensac, Montpellier (19 mai 1942) ; atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat à Montpellier, Marseille (23 décembre 1942).	1941-1942
59 W 20	Trahison (15, 29 janvier 1943) ; intelligence avec l'ennemi (29 janvier 1943) ; atteinte à la sûreté de l'Etat (22 janvier, 19 février 1943) ; activité communiste (infraction au décret du 26 septembre 1939) (22 janvier, 5 février, 21 mai 1943).	1943
59 W 21	Activité communiste (infraction au décret du 26 septembre 1939) (4 juin, 3, 28 juillet 1943) ; atteinte à la sûreté de l'Etat (18 juin 1943) ; infraction à la loi du 16 février 1943 (S. T. O.), transport détention dépôt, port d'armes et munition, délivrance indue de tickets d'alimentation ou complicité, fabrication de fausses cartes d'identité (4 novembre 1943).	1943
59 W 22	Activité subversive, association de malfaiteurs, détention, non déclaration et port d'arme et de munition, vol de bicyclettes, fabrication et usage de fausses munitions, vol de bicyclettes, fabrication et usage de fausses cartes d'identité, usurpation d'état civil à Montpellier (12 décembre 1943) ; distribution de tract, usage par un étranger d'une carte d'identité de français à Montpellier (23 décembre 1943) ; activité communiste détention de tract à Montpellier (23 décembre 1943).	1943
59 W 23	Vol qualifié, infraction à la loi sur le travail obligatoire, non déclaration et port d'arme, diffusion d'un tract subversif, fabrication d'une carte d'identité, activité communiste à Montpellier (2 décembre 1943) ; destruction d'édifice par substance explosive, association de malfaiteur à Montpellier (9 décembre 1943) ; activité communiste à Montpellier, Marseillan, Sète, Osséjà (Pyrénées-Orientales), Pomérols (18 janvier 1944) ; utilisation de fausse carte d'identité (31 janvier 1944).	1943-1944
59 W 24	Recel, trafic de titres de ravitaillement à Montpellier, Marseille, Grabels (8 février 1944) ; recel détention d'armes, trafic d'armes, activité communiste, distribution de tracts et détention, trafic d'alimentation, écoute de la radio anglaise (16 mars 1944).	1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Béziers

59 W 25	Activité communiste à Marseillan, Pinet (26 février, 2 avril 1943).	1943

Procédures du tribunal de 1ère instance de Narbonne

59 W 26	Atteinte à la sûreté de l'Etat, voie de fait et violence à agent de la force publique à Fleury-d'Aude (9 juillet 1943).	1943

Procédures du tribunal de 1ère instance de Rodez et Villefranche-de-Rouergue

59 W 27	Distribution tracts à Villefranche-de-Rouergue (14 octobre 1943, 13 janvier 1944) ; reconstitution de cellule communiste à Decazeville (4 février, 16 mars 1944) ; activité ayant directement ou indirectement pour objet de propager les mots d'ordre de la 3° Internationale Communiste ou d'organismes contrôlés par la 3° Internationale (5 avril 1944).	1943-1944

Procédures du tribunal de 1ère instance de Perpignan

59 W 28	Détention d'explosif, de tracts communistes et activités subversives à Escarro, Prades (21 octobre 1943) ; activité communiste à Perpignan, Thuir (31 janvier 1944).	1943-1944

Fonds des juridictions de la Libération

Les Cours de Justice sont instituées par l'ordonnance du Gouvernement provisoire de la République du 26 juin 1944. Elles ont pour mission de juger les actes de collaboration avec l'ennemi commis entre le 16 juin 1940 et la Libération.
L'arrêté du Commissariat régional de la République à Montpellier en date du 11 septembre 1944, institue pour le ressort de la Cour d'appel de Montpellier une cour de justice. Quatre sections de cette cour de justice siègeront au chef-lieu des départements de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et de l'Aveyron.
Les cours de justice fonctionnent jusqu'en 1950. Elles sont supprimées par la loi du 31 décembre 1950. Dans le ressort de la Cour d'appel de Montpellier, les cours de justice siègent du 21 septembre 1944 au 1er juillet 1948.

Parallèlement, l'ordonnance du gouvernement provisoire de la République française du 26 août 1944 institue les chambres civiques qui jugent les délits mineurs de la collaboration et ne prononcent pas de condamnation à mort.

Sont ici signalés à titre indicatif les arrêts et dossiers de procédures devant la cour de justice qui, s'agissant de cas de trahison pour l'essentiel visant des acteurs de la collaboration, peuvent comporter par ricochet de nombreuses informations sur la Résistance, ses acteurs et ses maquis. La consultation de l'inventaire est nécessaire dans le cadre de toute recherche.

Cour de justice

	Arrêts :	
59 W 39*	21 septembre 1944 – 26 juillet 1945.	
59 W 40*	7 août 1945 – 28 décembre 1945.	
59 W 41*	4 janvier 1946 – 1er juillet 1948.	
59 W 42-92	Procédures de la cour de justice pour l'Hérault.	1944-1948
59 W 93-104	Procédures de la cour de justice pour l'Aude.	1944-1948
59 W 105-114	Procédures de la cour de justice pour les Pyrénées-Orientales.	1944-1948

59 W 115-118	Procédures de la cour de justice pour l'Aveyron.	1944-1948
59 W 138-139	Répertoires alphabétiques des personnes jugées devant la cour de justice et la chambre civique.	1944-1960

AFFAIRES SOCIALES - SANTE

Fonds des services sanitaires et sociaux

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

La direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) est un service déconcentré du Ministère en charge des questions sociales et de santé. Elle a pris la suite de la direction départementale de la santé, aussi appelée direction de la population et de la santé selon les dates.
Sous l'autorité des Préfets de département, les DDASS assurent dans le domaine social et médico-social la mise en œuvre des politiques nationales, la définition et l'animation des actions régionales et départementales. Elles exercent leurs compétences dans trois domaines : la santé publique, la cohésion sociale et le développement social, la protection sociale.
Depuis les lois de décentralisation de 1986 les DDASS ne gèrent plus l'aide sociale à l'enfance, et depuis 2005 le RMI, qui relèvent désormais des conseils généraux.

Affaires relatives à la seconde guerre mondiale et à la Libération

Allocations militaires

367 W 286-292/3	Mandatement d'allocations militaires (classement par canton). Contient des listes F.F.I., ne concerne que quelques cantons.	1939-1946

Organismes de temps de guerre

Fonds des services régionaux du Secrétariat d'État au Travail

Ce fonds provient des différents services de l'échelon régional qui émanent d'une part du commissariat à la Lutte contre le chômage et des organismes qui lui ont succédé et d'autre part du Secrétariat d'État au Travail : services gérant la main-d'œuvre étrangère, les chantiers ruraux, les centres de reclassement et les ouvroirs féminins, le service médical de l'Inspection provinciale puis régionale, le centre auto, l'intendance régionale, le groupe ravitailleur régional, l'inspection du travail.
Créés par la loi du 27 septembre 1940, les groupements de travailleurs étrangers succèdent aux anciennes compagnies de travailleurs étrangers disloquées après la défaite de l'armée française. Le groupement 3 couvre les départements de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales, de l'Aveyron et de la Lozère.

Service gérant la main-d'œuvre étrangère (MOE)

Groupement 3 de la main-d'œuvre étrangère (Montpellier)

Correspondance et rapports du chef de groupement

15 W 56	Correspondance diverse du contrôleur interrégional de la MOE. A signaler : Note du contrôleur de la MOE des Pyrénées-Orientales et de l'Aude au sujet de la situation des guérilleros espagnols (avril 1945).	1945-1946

Personnel

15 W 12	Gestion du personnel notamment du personnel appartenant à la Résistance. À signaler : Épuration du personnel et appartenance à la Résistance : notes de service (octobre 1944), état du personnel d'encadrement avec observations du groupe 427, pour l'Aveyron, la Lozère, l'Aude et le groupe 8 (novembre 1944), notes des chefs de groupes avec les noms des agents ayant milité dans les rangs de la Résistance (1944). Engagement FFI des TE et du personnel d'encadrement : notes, listes nominatives pour le groupe 8, les groupes 319 et 143 de l'Aveyron, le groupe départemental de l'Aude, le groupe 321 de Chanac, le groupe 427 des Pyrénées-Orientales, le groupe 311 de l'Hérault (octobre-novembre 1944).	1944-1946

Matériel et locaux

Service matériel du groupement 3

Correspondance

15 W 168	Chrono de correspondance active et passive du chef du service matériel relatif aux questions d'approvisionnement et de transport, facturations. À signaler notamment : correspondance relative au vol qui a eu lieu dans la nuit du 7 au 8 janvier 1944.	1942-1944
15 W 161	Chrono de correspondance active et passive du chef du service matériel :	1943-1945

correspondance, notes de service, notes, instructions, circulaires, factures.
À signaler : petit dossier concernant un vol de matériel par les FFI à Clermont-l'Hérault dans la nuit du 7-8 janvier 1944 (classé au mois de septembre 1944).

Habillement, matériel, animaux

15 W 160	Bagages perdus par les TE, gestion du matériel et de l'habillement des groupes de TE. À signaler : matériel réquisitionné par les FFI ou le comité départemental de l'Union nationale espagnole: correspondance, notes manuscrites, inventaires, bulletins de pertes, ordres de réquisition (1944). Concerne les groupes 8, 143, 145, 311, 321, 422 et le magasin central.	1943-1944

Groupes de TE des groupements 3 et 3bis

Il est intéressant de savoir qu'à travers les contrôles nominatifs et les situations d'effectifs des groupes, il est possible d'identifier les travailleurs étrangers ayant rallié la Résistance parmi ceux signalés comme évadés ou déserteurs (parfois, il peut être même spécifié FFI).
Se référer à l'inventaire pour plus de précisions et connaître le détail des groupes.

15 W 48	Contrôle nominatif du groupe 321 avec entres autres indication FFI. A noter : concerne également des groupes non identifiés	1944
15 W 53-55	Situations d'effectifs par quinzaine pour les groupes 8, 143, 145, 311, 318, 319, 321, 412, 422, 427 et pour le centre d'accueil polonais 52bis.	1942-1945
15 W 90	Salaires et contrôle nominatif pour le groupe 321. *A signaler* : les fiches des comptes particuliers concernent notamment les TE évadés, arrêtés ou FFI (1943-1944) ; sur les registres du contrôle nominatif sont signalés les TE déserteurs, évadés, arrêtés, FFI (1941-1945).	1941-1945

Contrôle et suivi des travailleurs étrangers

15 W 61	TE considérés comme prisonniers de guerre de nationalité polonaise, tchécoslovaque, autrichienne, brésilienne. Note, fiches de renseignements. À signaler : la plupart a rejoint le groupe du capitaine Léon fin août 1944.	1945
15 W 62	Carnets d'identité délivrées aux TE. Les carnets peuvent concerner des guérilleros (FFI).	1943-1945

Groupement 3 bis (Perpignan)

Concerne l'Aude et les Pyrénées-Orientales. Est supprimé en1942.

15 W 43	Correspondance et notes de service avec la préfecture des Pyrénées-Orientales et le groupe 427 d'Argelès-sur-Mer. Concerne notamment l'incorporation, la libération, les mutations, les réaffectations, les évasions, les situations irrégulières, la limite d'âge des TE.	1941

Service social des étrangers (SSE) et contrôle social des étrangers (CSE)

Créé par la circulaire interministérielle du 4 juillet 1941, ce service assure l'assistance et la protection des étrangers par notamment l'attribution d'allocations aux familles mises en place par des décrets en 1941. En outre, à partir de novembre 1941, Il gère l'organisation et le fonctionnement des centres d'accueil polonais. À compter du 1er janvier 1943, le SSE devient de le CSE et ses missions évoluent avec un renforcement du contrôle et du reclassement au détriment de l'assistance.

Mesures de prévoyance et d'assistance en faveur des travailleurs étrangers et de leurs familles

Attribution de secours, d'allocations et d'assurances sociales

15 W 101	Instruction des demandes : enquêtes sociales, notes, correspondance, pièces justificatives. Concerne notamment des TE engagés dans les FFI.	1941-1944
15 W 61	Instruction des demandes. Instruction des demandes d'allocation de congé payé : notes de service, correspondance (1944-1945). Instruction des demandes de secours : enquêtes sociales, notes, correspondance (1942-1944). Peuvent concerner des guérilleros espagnols.	1942-1945
15 W 29	Soutien aux familles de FFI et guérilleros espagnols. Demandes, notes, procès-verbaux des commissions départementales du Gard et de l'Hérault avec liste de dossiers examinés (1945), correspondance (1944-1945), listes nominatives de la direction départementale de l'Aude des étrangers qui ont de la famille à secourir dans l'Aveyron et l'Hérault, liste des guérilleros espagnols mariés ou soutien de famille dont les familles résident dans l'Hérault, liste des étrangers pris en charge par le service social de la libération (octobre-décembre 1944).	1942-1945

Centre auto de la région de Montpellier et service hippomobile

Section hippomobile

15 W 28	Suivi des chevaux et mulets, prêt d'animaux aux agriculteurs, attribution de chevaux et mulets à la 1ère légion de travailleurs indochinois de Lodève : correspondance, notes, instructions concernant notamment les décès d'animaux et les réquisitions par les Allemands, les guérilleros espagnols et FFI, état des chevaux et mulets en position de prêt en juillet 1944.	1944-1946

Intendance régionale pour la main-d'œuvre

Prise en charge et gestion du matériel et des animaux

15 W 169	Gestion du matériel, contrôle des véhicules et des chevaux et mulets. Perte de matériel : notes, correspondance, bulletins de perte, bulletins de recherche de TE déserteurs, dossier sur un contentieux relatif à des matériels	1943-1946

prêtés non restitués (1944-1946).
Contrôle des véhicules, répartition du carburant, budget du service auto : circulaires, notes du directeur régional du SGMO, note sur la création du service de l'intendance (1944).
Suivi des chevaux et mulets : états nominatifs pour le département de l'Aveyron, les groupes 321 et 318 (1945).
Réquisitions et saisies de matériel par les FFI et les autorités allemandes, demandes de régularisation : correspondance, notes, rapports, instructions, relevé au 24 octobre 1944 pour les magasins du groupement 3, cahier d'inventaire du matériel saisi (1944).

15 W 28 — Gestion du matériel. — 1944-1945
Notes, correspondance, inventaires de matériel ou de matériel manquant, inventaire du matériel et de l'habillement volés le 14 août 1944 au groupe 8, attestations de réquisitions, rapport sur la perte de matériel du groupe 8 à Clermont-l'Hérault, bulletins de perte de matériel, liste de matériel sorti, bulletin de passage de matériel.
Concerne le matériel pris par les guérilleros espagnols et les FFI au moment des combats de la libération (23 août 1944) au groupe 8 de Clermont-l'Hérault ainsi que les bicyclettes prises par les Allemands en déroute.

Fonds du service liquidateur des dépenses d'occupation

Ce fonds regroupe les documents en provenance de plusieurs services distincts sans qu'il soit toujours possible de comprendre les raisons de leur rapprochement. Ainsi on peut citer :
- la défense passive (1938-1944),
- l'équipe préfectorale (1941-1943), de compétence incertaine, destinée à documenter le Préfet sur de nombreux sujets. Empiétant sur les attributions des services existants, elle ne trouva pas sa véritable vocation et disparut prématurément.
- le service des relations franco-allemandes et des réquisitions allemandes et italiennes (1942-août 1944) devenu service liquidateur des dépenses d'occupation après la Libération (août 1944-1948).
- le service d'aide aux forces alliées (1944-1948).
- le service de déminages et de désobusage (1946-1947).

Parmi les "Relations avec les autorités d'occupation", figurent des dossiers concernant les ***arrestations*** *opérées par les Allemands, qui complètent ceux des fonds du cabinet du préfet et de la préfecture régionale.*

16 W 35-36, 42, 44 — Arrestations par les Allemands, rapports de police. — 1941-1944
A signaler : 16 W 44 : arrestation du résistant André Dau.

Fonds du comité départemental de Libération (C.D.L.)

Les comités départementaux de libération (CDL) sont créés à l'initiative du Conseil national de la Résistance (CNR) et légalisés par l'ordonnance d'Alger du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France à la Libération.
Le CDL est une structure de la Résistance intérieure française. Dans chaque département, la Résistance a été unifiée en 1944 autour de deux structures :
- une structure de résistance militaire : les forces françaises de l'intérieur (FFI).
- une structure de résistance civile : le comité départemental de libération (CDL).
Pour appartenir au CDL, il faut s'être fait remarquer par les risques courus et le refus de la défaite. Par conséquent, le CDL regroupe les forces résistantes du département composées des représentants des mouvements de Résistance, des grandes organisations ouvrières, des représentants des grandes tendances politiques locales ou des partis, et éventuellement des personnalités locales non engagées dans un mouvement ou un parti, mais dont l'attitude patriotique aura été irréprochable.
A leur création, les CDL sont composés de 10 membres mais à la Libération il était prévu que ce nombre puisse s'élever à 18, voire plus.
Les CDL doivent suivre les instructions arrêtées par le CNR. Ils doivent :
- prendre en charge les tâches de résistance telles que l'aide aux réfractaires, aux maquis, aux emprisonnés et à leur famille, la propagande,
- préparer la libération,
- aider à l'installation de nouvelles autorités du département libéré.
Pour cela, ils se dotent de plusieurs commissions qui leur permettent d'intervenir sur de nombreuses questions et d'être représentés dans d'autres instances. Le CDL de l'Hérault agit dès août 1944. La mission du C.D.L. s'achève progressivement à partir de début 1946, son existence ne se justifiant plus à partir de l'élection du conseil général.

Ce fonds constitue un témoignage essentiel du fonctionnement de cet organisme issu de la Résistance intérieure, depuis sa constitution dans la clandestinité jusqu'à sa dissolution, tant sur son rôle dans la libération du territoire et la mise en place des institutions que sur sa participation à la gestion de la situation dans l'immédiat après-guerre (problème du ravitaillement, du retour des prisonniers et déportés, épuration et répression de la collaboration). Sont indiqués dans ce guide les documents directement liés à la thématique de la Résistance. Il est conseillé de se reporter à l'inventaire pour découvrir l'ensemble du fonds.

Organisation et fonctionnement

Composition et présentation

138 W 1	Constitution et composition. Rapport relatif à la constitution, la composition et le rôle du C.D.L. pendant la clandestinité, l'insurrection et le rétablissement des institutions (septembre 1944). Membres du C.D.L. : liste nominative et carnet de renseignements (1944).	1944

Commissions

138 W 1 — Composition et fonctionnement. — 1944-1945

Listes nominatives des membres des commissions (1944).
Commission départementale d'épuration : composition (1944).
Comité départemental de ravitaillement : statuts (1944).
Commission militaire : correspondance, bulletin d'adhésion, liste nominative des insignes FFI, dossier du commandant Rives, président de la commission militaire, concernant la confédération des officiers et sous-officiers de réserve républicains, ordres du jour, procès-verbaux, convocations (1945).

Relations avec les structures nationales

Conseil national de la Résistance (C.N.R.)

138 W 8 — Correspondance. — 1944-1946

Relations avec les structures locales

Comité régional de libération (C.R.L.)

138 W 9 — Rapports, procès-verbaux et correspondance. — 1944-1946

Rapports d'activités du C.D.L. (septembre 1944), procès-verbaux du C.R.L. puis comité régional de la Renaissance (28 octobre 1944-31 janvier 1946), correspondance.
A signaler : historique du C.R.L. dans le procès-verbal du 6 décembre 1945.

Rôle et activités du C.D.L.

Correspondance

138 W 13 — Correspondance diverse, requêtes de particuliers, demandes d'interventions (octobre-novembre 1944).

A signaler notamment :
- demande d'enquête de la part du Midi Libre sur le "mouvement populaire des familles", enquête sur l'association "la Chaîne" ;
- rétablissement de lignes de transport par cars (avec demande de rétablissement de la ligne de car Béziers-Olonzac et réclamations des communes), constitution de syndicat, ravitaillement en lait ;
- fixation des salaires agricoles par le C.D.L. ;
- demandes d'attestation de résistants ;
- demandes d'enquêtes aux C.L.L. ;
- réintégration de fonctionnaires dans leurs postes notamment à l'Education nationale, correspondance relative à l'épuration dans l'Education nationale ;
- rapport sur l'activité au maquis de M. Manzanera Pierre dit Pierrot de Clermont-l'Hérault (maquis Bir-Hakeim).

138 W 18 — Affaires à soumettre au président (septembre-décembre 1944) et correspondance diverse (septembre 1944-mars 1946). — 1944-1946

Les affaires à soumettre au président concernent des affaires de police, la réintégration de fonctionnaires et comprennent des enquêtes individuelles sur la période de l'occupation, des requêtes diverses, des demandes d'intervention.

La correspondance diverse comprend entre autres des rapports, tracts et brochures.
A signaler notamment : liste des membres de l'administration préfectorale sous l'occupation et depuis la libération, les n° 4 et 5 du bulletin officiel du C. D. L. de la Seine inférieure (septembre-décembre 1945), le n° 15 du bulletin officiel du C. D. L. de l'Allier (octobre 1945), les rapports d'activités du contrôle économique (juillet 1945-mars 1946) et du Ravitaillement général (février-avril 1945), télégramme relatif à l'arrivée de la dépouille mortelle de Georges Flandres à Montpellier, dossier relatif à MM. Boularand et Lapointe à Pézenas (1945), lettre de Mlle Atger refusant la médaille de la Résistance (4 juillet 1945).

138 W 19 — Correspondance diverse (1945-1946), correspondance de MM. Lagriffoul et Ainsa (1945). — 1945-1946

Correspondance du secrétaire administratif, M. Lagriffoul (février-mai 1945). Concerne les domaines suivants : transports, emploi et travail, affaires militaires, épuration, mutualité agricole. A signaler : dossier sur le maire de Bédarieux, M. Bex.
Correspondance et requêtes diverses adressées à Jean Ainsa, membre du C. D. L., délégué de la C. G. T. (1945).
Parmi la correspondance diverse, *à signaler* : correspondance relative à la protestation du C. D. L contre la décision de clôturer au 10 novembre 1945 les délais d'ouverture d'information contre les miliciens et collaborateurs (1946) ; liste nominative de résistants ; liste des entreprises et industries pour les arrondissements de Béziers et Montpellier avec indication des effectifs ; formulaire vierge de demande d'autorisation de circuler.

Distinctions honorifiques

138 W 21 — Attribution de la Croix de la Libération et de la médaille de la Résistance. — 1944-1945
Correspondance, rapports d'enquêtes, dossier de Jean Guizonnier, circulaire, propositions.

Aide aux prisonniers et déportés

138 W 24 — Constitution des listes de déportés politiques et israélites non rentrés des camps. — 1945
Notes, instructions, listes nominatives, notes de renseignement adressées par les familles et les proches suite à un appel dans la presse.

Archives privées
(entrées par voie extraordinaire)

Les fonds des archives privées se sont considérablement enrichis sur le sujet grâce à un important travail de collecte d'archives de résistants et d'associations d'anciens résistants.

Sont présentés dans ce guide d'une part les documents isolés et d'autre part les fonds plus conséquents. Les descriptions des fonds classés restent générales, il est nécessaire de se reporter aux inventaires pour en connaître le détail.

11 F : manuscrits isolés d'érudits

11 F 202 Éloge funèbre de Robert-Jean Fiol, ancien résistant du maquis Bir-Hakeim, par le colonel Bonnafous, président des Amis du maquis Bir-Hakeim, en l'église de Saint-Félix-de-Lodez le 21 octobre 1996.
Communication libre en salle de lecture

11 F 355 *Mémoire d'un pot de terre : vie et mort à Montpellier d'un médecin dans la première moitié du siècle dernier, ou la pleine lumière sur « l'affaire Marissal »*, par le docteur Jean Marissal (2008-2011).
Fascicules et note concernant l'assassinat du docteur Arthur Marissal (1895-1944) à Montpellier par Raoul Batany le 4 mai 1944.
Se reporter à l'inventaire
Communication libre en salle de lecture

11 F 379 *La France Libre, la Résistance et la Déportation (Hérault, Zone sud)*, de François Berriot : tapuscrit annoté de l'ouvrage de François Berriot (édité à l'Harmattan en 2010), documents de recherche (dossiers documentaires concernant des résistants) et illustrations non publiées (1940-2010).
Se reporter à l'inventaire en ligne
Communication libre en salle de lecture

11 F 383 *Exécution de quatre habitants de Fanjeaux (Aude) le 26 août 1944* [René Gayde, Henri Lugagne, Gabriel Mas, Jacques Perrutel], par Lionel Coste (2010).
Etude sur l'exécution à Fanjeaux (Aude) le 26 août 1944 de quatre habitants de Fanjeaux par le Maquis de Gaja-la-Selve.
Communication sur autorisation écrite de l'auteur

11 F 395 *L'assassinat du commissaire Roche à Decazeville, 9 mars 1944*, par Christian Roche (septembre 2012).
Communication libre en salle de lecture

11 F 414 Souvenirs de Pierre Duviols (né en 1929), fils cadet de Laurent Antony Duviols (1898-1944), adjoint au chef régional du mouvement de Résistance Franc-Tireur pour la région R-3, couvrant la période 1932-1950 (2017).
1 fascicule dactylographié, 37 pages.
Communication libre en salle de lecture

1 J : pièces isolées

Archives personnelles et familiales

1 J 1472 *« Avoir 20 ans en 40 »: souvenirs de Résistance et de déportation couvrant la période 1940-1945* d'André Dau (1920-2008), résistant à Béziers, membre de Combat et de l'Armée secrète [1995].
1 fascicule dactylographié, 13 pages.
Communication libre en salle de lecture

1 J 1473 Documents concernant Laurent Duviols (1898-1944), adjoint au chef régional du mouvement de Résistance Franc-Tireur pour la région R-3, décédé en déportation (1993-2010).
Se reporter à l'inventaire en ligne
Communication libre en salle de lecture

1 J 1501 Archives de Francis Jouvin (1918-2010), alias « Cabrol », responsable départemental du Plan vert (plan de sabotage des voies ferrées en prévision du débarquement des Alliés) dans la sous-région R 3-2 (Béziers-Bédarieux-Saint-Pons-de-Thomières-Narbonne).
Se reporter à l'inventaire en ligne
Communication libre en salle de lecture

1 J 1502 « La Résistance, telle que l'a vécue Bernard Henri Bonnafous », par Bernard Henri Bonnafous, alias « Richard », chef régional-adjoint de l'Armée secrète pour la région R-3, chef départemental FFI couvrant la période d'octobre 1941 à septembre 1944 (2007).
1 volume dactylographié de 27 pages et 30 pages de reproduction de documents originaux.
Communication libre en salle de lecture

1 J 1609 Archives de Joseph Ricôme (1901-1973), alias « Rirette », artisan maître balancier à Montpellier, agent de liaison de l'Armée secrète (AS) et « boîte aux lettres » de Raymond Chauliac, chef régional de l'AS en Région R 3.
Se reporter à l'inventaire en ligne
Communication libre en salle de lecture

1 J 1698 Archives de Lucien Festor, chef de la Section France Combattante de la XXe région militaire (1944-1945).
Se reporter à l'inventaire en ligne
Communication libre en salle de lecture

Archives scientifiques

1 J 1489 *Histoire d'un maquis : le maquis Latourette.*
Notes du colonel Georges Girvès (rédigées le 23 décembre 1944) sur l'activité résistante de son fils Jean Girvès, alias Latourette.
Note sur la carrière militaire du colonel Jean Girvès.
Historique du Maquis Latourette, par Jean Viste, ancien du Maquis Latourette.
1 volume dactylographié, avec illustrations, diffusé par la mairie de Puisserguier, 22 pages.
Communication libre en salle de lecture

79 J : fonds Michel Chevalier, réseau RPA Languedoc-Roussillon (1943-1973)

79 J 1-8

Michel Chevalier, originaire de Bar-le-Duc, est reçu à l'agrégation d'histoire en 1943 à Montpellier. Il participe aux activités résistantes des milieux étudiants. En juillet 1944, il reçoit la direction régionale du réseau de renseignement RPA pour le Languedoc-Roussillon.

Les archives de Michel Chevalier concernent l'activité du réseau RPA Languedoc-Roussillon en 1943-1944, tant pour la période de la clandestinité que pour celle de la Libération, ainsi que l'action de l'Etat-Major du réseau après son intégration au sein des services de contre-espionnage (direction technique des services spéciaux puis direction générale des études et recherches) à l'automne 1944.
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre en salle de lecture

91 J : fonds Gérard Bouladou (1927-1992)

91 J 1-28, 37

Correspondant dans l'Hérault du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, Gérard Bouladou (1923-1988) est l'auteur posthume de *L'Hérault dans la Résistance* (Nîmes, Lacour, 1992). En 1997, son épouse donna les archives de son mari aux Archives départementales, les rendant ainsi librement consultables.

Ce fonds s'organise en trois parties en ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale :

- *travaux et recherches pour le Comité d'Histoire de la seconde guerre mondiale avec notamment les études et les cartes sur la souffrance, la Résistance et la déportation (91 J 1 et 19), les notes de recherche et les fiches individuelles de renseignement (91 J 8 à 10),*
- *travaux universitaires comprenant sa thèse de 3e cycle sur l'histoire de la Résistance dans le département de l'Hérault et une publication sur les maquis du Massif central méridional (91 J 6 à 7 et 37)*
- *documents généraux consistant en notes et brouillons sur l'Hérault et d'autres départements, photographies et cartes (91 J 11 à 21).*

Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre en salle de lecture

103 J : fonds Emile et Simone Aïn (1867-1991)

103 J 1-189

Emile Aïn, ancien maire de Béziers, était le chef de secteur de l'Armée secrète à Béziers.

Au sein de ce fonds, est à signaler la cote 103 J 5 qui comprend :
Ordre d'évacuation obligatoire du service des évènements de guerre sous la municipalité d'Auguste Albertini (1er avril 1944).
Noms et adresses des Biterrois du "Secteur du Faubourg", membres de l'AS.
Chronologie de l'occupation, de la résistance et de la libération à Béziers.
Médaille militaire au nom de la Résistance et attribution de la Croix de Guerre avec palme : extrait du décret du 20 juillet 1952 (contient une chronologie des hauts-faits d'Emile Aïn dans le mouvement de résistance Combat), photographie de la cérémonie, cartes, télégrammes et courriers de félicitations, coupures de presse (1942-1952).
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre en salle de lecture

110 J : fonds François Pitangue ([1790]-1982)

110 J 1-15

François Pitangue était le conservateur de la bibliothèque universitaire de Montpellier. Son fils Jean-Marie, alors âgé de 17 ans, fait partie des résistants fusillés à la Madeleine par les Allemands le 31 mai 1944.

La cote 110 J 9 relative aux "Annales de l'Université de Montpellier et du Languedoc méditerranéen, Roussillon", diffusion et rédaction de chroniques (1942-1946) contient un hommage aux étudiants de l'Université de Montpellier fusillés par les Allemands ou la Milice (1942-1946), avec notamment la liste des étudiants (1943-1944).
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre en salle de lecture

168 J : fonds de la FNDIRP-Hérault (1944-1982)

168 W 1-25

La FNDIRP-Hérault est l'association départementale de la Fédération Nationale des Déportés, Internés et Résistants Patriotes.

Le fonds de la FNDIRP-Hérault est organisé en quatre parties :

- *les dossiers généraux constitués de listes nominatives de déportés, d'internés, de fusillés et d'ayants-droit (168 J 1-5),*
- *les dossiers individuels des membres de l'association départementale (168 J 6-13) qui sont ensuite classés par section locale (Bédarieux, Béziers, Lunel, Montpellier, Pézenas et Sète),*
- *les dossiers individuels (168 J 14-20) des individus qui ont quitté le département (et ne font, de fait, plus partie de l'association départementale), les dossiers individuels de personnes radiées de l'association après les commissions de criblage des années 1945-1948 (les radiations sont consécutives à un examen plus approfondi des situations personnelles pendant la guerre des individus acceptés dans l'association en 1945) et les demandes individuelles d'adhésion rejetées (l'adhésion peut être refusée pour divers motifs : la déportation ou l'internement n'est pas consécutif à une activité résistante mais à une condamnation de droit commun, les attestations de résistance sont douteuses, la déportation est consécutive aux persécutions antisémites...),*
- *les photographies et objets de l'association départementale (168 J 21-25).*

Le fonds FNDIRP-Hérault permet ainsi une étude de la mémoire de la déportation et de la résistance à travers le prisme d'une association d'anciens combattants relativement importante sur le plan départemental.
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communicabilité de 50 ans pour les dossiers individuels, libre pour les articles 168 J 21-25

173 J : fonds du colonel André Pavelet et d'Antonin Combarmond (1940-1967)

173 J 1-28

Colonel André Pavelet (1909-1967), alias « Villars », était le responsable Maquis de la région R 3, Antonin Combarmond (1895-1993), alias « Capitaine Mistral », son adjoint pour le Gard et la Lozère.

Le fonds d'archives du colonel Pavelet concerne principalement l'histoire de la Résistance en France et plus particulièrement celle de la Résistance en Languedoc-Roussillon (région clandestine R 3). Il est nourri par l'expérience personnelle d'André

Pavelet, qui exerça des responsabilités régionales dans la clandestinité, et par les recherches historiques qu'il mena dans le cadre de ses fonctions au Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), ou pour la rédaction des mémoires et travaux universitaires dont il est l'auteur. Le fonds est constitué de six ensembles de documents : dossier individuel du colonel Pavelet (173 J 1-3), diplôme d'études supérieures et thèse de doctorat en Histoire (173 J 4-7), archives et documents concernant la Résistance, collectés par André Pavelet (173 J 8-11), cours d'histoire de la Résistance française dispensés à la Faculté des lettres de Montpellier (173 J 12-13), articles, projets d'articles et conférences sur la Résistance (173 J 14-25), exposition organisée en 1965 au théâtre de Montpellier pour le 20e anniversaire de la libération des camps de concentration (173 J 26-28).

Le fonds d'archives d'Antonin Combarmond (1895-1993), alias « Capitaine Mistral », inspecteur, puis intendant des maquis pour le Gard et la Lozère en 1943-1944 - conservé sous la cote 173 J 9 - est décrit pièce à pièce, permettant ainsi de retracer précisément l'activité clandestine de l'adjoint d'André Pavelet. Ce fonds est constitué de rapports, de comptes rendus, d'attestations, de listes nominatives de Résistants et d'organigrammes.

L'article 173 J 10 rassemble un remarquable ensemble de photographies de presse, prises par des reporters de guerre américains en 1944-1945. Les documents iconographiques sont regroupés en trois thématiques : l'avancée de la 2e Division blindée (2e DB), du général Leclerc, en Normandie et Bretagne (juin - juillet 1944) ; la 1ère Armée française du général Juin entrant dans Sienne (3 juillet 1944) ; la libération des camps de concentration en Allemagne (printemps 1945).

Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication sur autorisation écrite du donateur

177 J : fonds Joseph Lanet (1909-2009)

177 J 1-27

Joseph Lanet, né le 20 décembre 1912 à Puisserguier (Hérault), était agent général d'assurances à Béziers.

Après avoir participé à la campagne de France en mai-juin 1940, il est fait prisonnier le 8 juin 1940 et interné au stalag XB (Sandbostel), puis rapatrié sanitaire en France le 15 mai 1941. Démobilisé à Montpellier le 1er avril 1941, il rentre à Béziers et reprend son cabinet d'assurances.

En février 1942, Pierre Malafosse, avocat à Béziers et condisciple de faculté, lui propose de participer à l'organisation de la Résistance à Béziers. Rapidement intégré au mouvement "Combat", il organise l'Armée secrète, devenant en 1943 chef de la sous-région R 3-2 (Béziers, Sète, Saint-Pons-de-Thomières, Bédarieux, Narbonne), puis exerçant en 1944 les fonctions de chef départemental de l'Armée secrète et du directoire des MUR (Mouvements Unis de la Résistance) pour l'Hérault.

En août 1944, Joseph Lanet est membre du Comité de Libération de Béziers, puis au printemps 1945, après les premières élections libres, il est élu conseiller municipal et 2^{e} adjoint au maire de Béziers.

Parallèlement à sa carrière politique, Joseph Lanet, président de la section départementale du MLN (Mouvement de Libération Nationale), prend la direction des journaux *Béziers Libre* en 1944, puis *Béziers républicain* en 1944-1945.

En 1946, il est l'un des fondateurs, aux côtés de François Mitterrand, de l´Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR), dont il est secrétaire général jusqu'en 1951.

A partir de ce moment, il poursuit sa carrière politique en tant que député puis sénateur. De juin 1954 à février 1955, il occupera le poste de Secrétaire d'État à l'enseignement technique dans le gouvernement de Pierre Mendès-France.

Il est également à l'origine avec Bernard Lafay, du « Centre Républicain ».

En 1970, il fonde avec Edgar Faure à l'Assemblée nationale le « Nouveau Contrat Social », groupe de réflexion politique, dont il devient le secrétaire général.

Il décède brutalement en 1974.

Joseph Lanet était chevalier de la Légion d'honneur (20 mai 1947) et avait reçu la

Croix de Guerre 1939-1945 avec palmes ainsi que la Médaille de la Résistance avec rosette (3 août 1946).

La guerre 1939-1945 réunit 15 articles (177 J 5-19) et constitue la partie majeure de ce fonds avec notamment :

- *le "Journal d'un captif" qui évoque la campagne de juin 1940 (177 J 5),*
- *des souvenirs personnels épars de Joseph Lanet sur la période de guerre (carte du Front de l'Est, agenda personnel de 1943...) (177 J 6),*
- *un ensemble exceptionnellement rare de 39 documents originaux (177 J 7) concernant l'organisation de la Résistance armée et la structuration des secteurs et sous-secteurs de l'Armée secrète (AS) dans le Biterrois, les Hauts-cantons et le Narbonnais,*
- *un lot de faux-papiers vierges et remplis en partie (177 J 8),*
- *des rapports sur les forces politiques dans plusieurs communes du Biterrois datant de 1943-1944 (177 J 9) illustrant l'une des tâches incombant aux forces de la Résistance pour reconstruire la France d'après-guerre, la préparation de la future épuration du personnel politique,*
- *les mémoires de Résistance de Joseph Lanet (177 J 10-12),*
- *le dossier relatif à l'incendie par les Allemands, dans la nuit du 7 au 8 juin 1944, de la plâtrière de Creissan (177 J 13),*
- *des documents relatifs aux Comités de Libération de Saint-Pons-de-Thomières et de Béziers (177 J 14-15)*
- *une collection de "Béziers libre" et une collection de "Béziers républicain" (177 J 16-17)*
- *les archives de la direction de la section départementale de l'Hérault du Mouvement de Libération Nationale (177 J 18-19).*

Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre sauf 177 J 19 sur autorisation écrite du déposant

181 J : Fonds de la section de l'Hérault de la Fédération Nationale des Déportés Internés de la Résistance (FNDIR, 1944-1969)

181 J 1-28

La Fédération Nationale des Déportés Internés de la Résistance (FNDIR), association de personnes, a été créée en 1945. Elle est membre de l'Union nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles de Disparus (UNADIF), groupement d'associations né en 1950.
Ce qui est né dans la clandestinité des camps nazis deviendra la FNDIR" à l'initiative de quelques détenus français du camp de Buchenwald qui se promirent, s'ils s'en sortaient, de constituer une sorte de fraternité dans le but de souder ceux qui avaient partagé les périls de la Résistance et les souffrances de la déportation.
L'Union des Résistants Déportés Internés et Familles des Morts de l'Hérault (URDIFMH) est née en 1960. Issue d'une scission de la section départementale héraultaise de la FNDIR, elle poursuit les mêmes buts que celle-ci. Elle est présidée, dans les années 1960, par le résistant montpelliérain Ferdinand Paloc.

Ce fonds conserve des documents relatifs au fonctionnement et à l'activité de ces associations d'anciens résistants (1944-1969) offrant une bonne vision de leur travail mais aussi des tumultes qui les secouent.
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre en salle de lecture

182 J : fonds de l'association nationale des anciens de la Résistance-Hérault (ANAR, 1940-2006)

182 J 1-22

L'association nationale des Anciens de la Résistance et Patriotes réunis (ANAR) est créée au lendemain de la Libération. Essentiellement philanthropique, cette association se proposait :
« a) de grouper ceux qui ont œuvré dans la Résistance à l'ennemi ;
b) d'entretenir et de développer les liens de fraternité entre tous les membres de la Résistance, sans distinction d'opinions politiques, religieuses ou raciales ;
c) d'apporter aide ou protection aux adhérents [...] ».
Cette association œuvrait également pour la mémoire et la commémoration de la Résistance héraultaise.
Elle est maintenant dissoute.

Le fonds de l'ANAR est constitué des archives de l'association patriotique, ainsi que d'un ensemble remarquable de dossiers provenant de la direction générale des études et recherches (DGER) et des services de la France combattante.
Peuvent ainsi être consultés, dans la première partie « Constitution, assemblées générales et conseil d'administration (1944-1992) », les statuts et la déclaration de création de l'association, des dossiers sur les réunions des assemblées générales et du conseil d'administration. La deuxième partie « Membres (1944-1992) » rassemble les demandes d'admission et quelques listes de membres de l'ANAR. La troisième partie concerne le fonctionnement et les activités de l'association de 1944 à 2006. L'ensemble est complété par de la documentation, des articles de presse, des photographies, des objets (1945-1970).
Les archives de la direction générale des études et recherches (DGER) et des services de la France combattante (1940-1945) ne concernent pas l'ANAR à proprement parler mais les services de la DGER. On y trouve des documents qui touchent à la mise en place et au fonctionnement régional de ce service de contrespionnage (essentiellement recherches de miliciens et collaborateurs, surveillance des résistants).
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication selon les lois et règlements en vigueur pour les archives publiques

183 J : fonds de l'Union départementale des Combattants Volontaires de la Résistance de l'Hérault (CVR-Hérault, 1954-1994)

183 J 1-14

En 1949, une loi définit le titre de Combattant Volontaire de la Résistance (CVR). Une confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance est créée au début de l'année 1954. Localement, les statuts de l'Union départementale des Combattants volontaires de la Résistance de l'Hérault sont déposés à la préfecture de l'Hérault en mai 1954.
Le but de l'association est de "grouper tous les Français et Françaises qui, n'ayant pas accepté la défaite de 1940, ont combattu volontairement dans le camp de la Résistance". L'association se donne comme objectifs de défendre les bénéficiaires de la carte de CVR (ainsi que les personnes qui aspirent à l'obtenir) et d'honorer la mémoire de la Résistance.

Ce fonds se compose de 3 parties avec :

- *la composition de l'association (183 J 1-5),*
- *le fonctionnement et le rôle de l'association qui a pour but d'honorer la mémoire de la Résistance et de défendre les droits des anciens Résistants (183 J 6-12),*
- *une documentation fournie sur la Résistance et les combats qu'ils ont menés dans la clandestinité (183 J 13-14).*

Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre, sauf pour l'article 183 J 9 soumis à autorisation du déposant jusqu'en 2043

188 J : fonds de l'association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation - délégation territoriale Hérault (AFMD-Hérault, 1997)

188 J 1

Au niveau national, l'association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (AFMD) a pour but de contribuer, par tous les moyens possibles, au développement et à la réalisation des objectifs de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (FMD) consistant à assurer la pérennité, l'enrichissement et la transmission de la mémoire de la déportation et de l'internement. Il existe une délégation territoriale de l'association par département. La délégation territoriale de l'AFMD pour l'Hérault a été créée en 1997.

A été déposé dans ce fonds les témoignages et archives d'anciens résistants et déportés que l'association a recueillis :
Les heures grises : le Maquis des Corsaires, 1942-1944 : témoignage et souvenirs du pasteur Georges Gillier, alias Gervais, sur le maquis ORA, dit Maquis des Corsaires (1997).
1 volume dactylographié, 107 pages + 14 pages de reproductions de documents.

Communication libre en salle de lecture

189 J : fonds René Poitevin (1911-2008)

189 J 1-12

René Poitevin (1911-1972) s'est illustré par son rôle et ses qualités dans la Résistance. Fait prisonnier le 23 juin 1940, il parvient à s'évader du camp de représailles de Rawa-Ruska (Ukraine) où il était interné le 17 août 1942.
Dès son retour en France, René Poitevin passe en zone libre et prend contact avec la Résistance à Lyon en septembre 1942. Remarqué par ses résultats et son talent d'organisation, il est nommé chef régional du mouvement Franc-Tireur pour la région R 3. Début 1943, il passe tous ses éléments aux Mouvements Unis de Résistance (MUR).
En mai 1943, il entre comme assistant technique au Groupement des transports routiers, ce qui lui permet d'être à même de fournir des renseignements sur les unités allemandes étant, par ses fonctions, en contact permanent avec elles.
Parallèlement, René Poitevin s'occupe de la fabrication de faux-papiers et, en août 1943, est nommé chef régional (R 3) des Groupes-Francs et du service des faux-papiers des MUR. Il prend alors le pseudonyme de « Fouillet ». Il assure de nombreuses missions de sabotage et d'enlèvement d'armes au profit des maquis de l'Hérault.
Trahi, il est arrêté le 10 janvier 1944 par la Milice et la Gestapo, qui le soumettent à la torture, sans qu'il lâche un seul aveu.
Interné à Montpellier, il est transféré au camp de Compiègne le 27 janvier 1944. Le 31 janvier, René Poitevin est incarcéré à la prison du Cherche-Midi à Paris, puis à

Fresnes, où il apprend sa condamnation à mort le 3 février 1944.
Le 4 février à 23 heures, il est embarqué en gare d'Austerlitz pour rejoindre Montpellier afin d'y être exécuté, mais parvient à s'évader du train de manière rocambolesque, ne survivant que grâce à sa force et son courage.
Le 1er mars 1944, il rejoint le maquis de l'Ardèche et reprend le combat jusqu'à la Libération, sous le pseudonyme de « lieutenant Paulet » des Forces Françaises de l'Intérieur.
Au début du mois de septembre 1944, il est de retour à Montpellier, puis préside la dernière séance de la Cour martiale de Montpellier le 13 septembre 1944. Dès septembre 1944, il occupe à Montpellier les fonctions d'Inspecteur régional des Bataillons de Sécurité, futures Compagnies républicaines de Sécurité (CRS).
A partir de 1945, il effectue une brillante carrière au sein des CRS comme commandant de la région de Montpellier, puis du 8e Groupement de CRS à Lyon, avant de terminer sa carrière à la tête du 7e Groupement de Dijon, fin 1961, avec le grade de colonel.
René Poitevin est compagnon de la Libération (décret du 17 novembre 1945), commandeur de la Légion d'Honneur ; il est titulaire de la Croix de Guerre 1939-1945 (avec 4 citations), de la Médaille de la Résistance avec rosette, de la Médaille des Evadés, de la Médaille des Blessés, de la Croix du Combattant 1939-1945, de la Croix du Combattant Volontaire 1939-1945, de la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance (CVR), de l'ordre du Mérite Social, de la Médaille des Déportés et Internés Résistants, de la Médaille d'Honneur de la Police, de la Médaille de la Résistance (Pologne).

Le fonds René Poitevin permet d'appréhender le parcours exceptionnel dans la Résistance d'un compagnon de la Libération et d'une figure majeure de la Résistance héraultaise. Il offre également la possibilité de saisir en région R 3 le rôle du mouvement Franc-Tireur dans la Résistance.
Il est constitué des archives personnelles de René Poitevin (189 J 1-11) et d'un dossier provenant de son fils, Henri Poitevin (189 J 12).
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication selon les lois et règlements en vigueur pour les archives publiques

196 J : fonds Germaine Ameye (1922-2004)

196 J 1-54

Germaine Ameye, née Noguier (1924-2008), après une scolarité primaire et secondaire effectuée à Nîmes, vient poursuivre ses études à Montpellier. Titulaire d'une agrégation de lettres classiques, elle commence sa carrière dans l'enseignement secondaire avant de devenir maître de conférences en littérature latine à la Faculté des Lettres de Montpellier.
Elle organise par ailleurs un enseignement de langues, littératures, civilisations tchèques et slovaques. Enfin, elle assure bénévolement un enseignement d'initiation au polonais.
Durant la seconde guerre mondiale, Germaine Ameye participe à la Résistance et fait la connaissance d'Edith Zukermanova-Katona (dite Marianne Chabot, Monique Charpentier, Marie-Jeanne Tardieu), agent de renseignement de la France Libre (avec qui elle entretient une correspondance suivie jusqu'en 1996). Germaine Ameye milite ensuite auprès des mouvements politiques gaullistes.

Au sein de ce fonds, il est à signaler la cote 196 J 49 qui référence de nombreuses conférences et publications sur la seconde guerre mondiale, le protestantisme et la Résistance (1945-2000).
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre, sauf pour les articles 196 J 17-20, 45 et 53 soumis au délai de 50 ans (protection de la vie privée)

220 J : fonds Francis Jouvin, alias « capitaine Cabrol » (1900-2009)

220 J 1-102

Francis Jouvin, alias « Martin », « Fabre », « Tael » puis « Cabrol » (1918-2010), mécanicien de l'armée de l'air, est affecté à la base aérienne de Montpellier-Fréjorgues en novembre 1940. Membre du réseau de renseignement Cotre à partir du 6 juin 1943 et jusqu'à la Libération en août 1944 sous le nom de « Tael », il était commandant des Corps francs « Cabrol », chargé du Plan vert en R3-2 et chef des secteurs militaires de Bédarieux et de Béziers dans les FFI en 1944.
Il termine en 1972 sa carrière militaire comme colonel mécanicien de l'armée de l'air. Il est détenteur de nombreuses distinctions honorifiques : médaille de la Résistance, médaille de la France libre, croix de guerre 1939-1945, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur.

Ce fonds est organisé en 8 parties :

- *vie personnelle et professionnelle*
- *plans de sabotage, combats, propagande et Cour martiale de Béziers,*
- *activités des groupes de Résistance,*
- *corps franc « groupe Cabrol », homologation des services accomplis dans la Résistance,*
- *commémorations, dossiers documentaires, correspondance,*
- *amicales et associations patriotiques,*
- *fonds photographique et iconographique,*
- *objets.*

Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques

222 J : fonds Philomen Mioch (1901-1997)

222 J 1-57

Philomen Mioch (1903-1990), ouvrier agricole à Florensac, était membre du comité central du parti communiste français (PCF) (1932-1936), secrétaire régional du PC du Languedoc (1934-1938). À partir de 1936, il consacre son activité à l'Espagne républicaine. C'est à cette occasion qu'il rencontre sa femme Carmen Antonio. Dès 1940, il s'est engagé avec son frère, François Mioch (1898-1945), dans la Résistance. Arrêtés tous les deux une première fois en 1942, ils parviennent à s'évader de la prison du Puy-en-Velay et à reprendre séparément leurs activités résistantes à partir d'octobre 1943. Philomen rejoint le maquis Gabriel Péri en Auvergne, puis fonde le maquis Guy Môquet avec lequel il participe à la Libération de Thiers. Quant à sa femme, elle est devenue lieutenant des Fancs-Tireurs Partisans dans le Lot-et-Garonne. En mai 1944, François Mioch est arrêté à nouveau puis déporté. Il est mort en camp de déportation. Après la guerre, Philomen retourne vers le monde agricole, s'attachant à défendre les plus démunis et les plus faibles.

Le fonds Philomen Mioch est structuré en trois ensembles : archives personnelles (222 J 33-57) et bibliothèque communiste (222 J 1-28) de Philomen Mioch (comprenant également des dossiers relatifs à son frère François Mioch), archives de Carmen Antonio-Mioch (222 J 30-32), puis archives de Joseph Antonio-Rucosa (222 J 29).
Les archives de Philomen Mioch sont organisées en cinq sous-ensembles : vie personnelle, Résistance, François Mioch, communisme et militantisme syndical, ouvrage « Les tribulations d'un ouvrier agricole »
La sous-partie Résistance (222 J 36, 41-43) réunit en premier lieu la correspondance échangée entre Philomen Mioch et son épouse lors de ses différents emprisonnements entre avril 1942 et octobre 1943 (222 J 36), plusieurs collections de journaux et bulletins d'associations patriotiques (222 J 41-43), témoignant de plusieurs adhésions de Philomen Mioch à des associations d'anciens combattants (dont l'ANACR).
Se reporter à l'inventaire en ligne

Communication libre selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques

228 J : fonds de l'Amicale du 80è régiment d'infanterie et de la brigade légère du Languedoc (1903-2015)

228 J 1-49

L'Amicale du 80e régiment d'infanterie (80e RI) et de la Brigade légère du Languedoc (BLL) regroupe les anciens combattants du 80e régiment d'infanterie (80e RI) et de la Brigade légère du Languedoc (BLL), qui rassembla notamment en septembre 1944 les résistants du Languedoc désireux de s'engager dans l'armée et de combattre jusqu'à la fin de la guerre.

Ce fonds est organisé en 7 parties :

- *« Création » : statuts*
- *« Administration » : dossiers des conseils d'administration et assemblées générales, adhésions, dossiers des activités du président*
- *« Correspondance »*
- *« Comptabilité »*
- *« Activités » : dossiers sur les activités de l'association, dossiers individuels de demandes des adhérents*
- *« Archives collectées » : archives données par les adhérents*
- *« Périodiques et bulletins »*

Se reporter à l'inventaire en ligne

Fonds communicable selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques. Les cassettes vidéos VHS ne sont pas communicables en attente de leur numérisation.

254 J Fonds Danièle Arnaud (1945-2017)

Fonds non classé

Le fonds Danièle Arnaud est constitué des recherches biographiques personnelles de Danièle Arnaud concernant des résistants dont les témoignages sont conservés en sous-série 154 PRI (2015-2017), ainsi que d'archives personnelles du résistant et déporté Fernand Chabert (1941-2000).

Non encore accessible à la recherche

283 J Fonds Fernand Pujol

Fonds non classé

Ce fonds concerne les activités de renseignements dans la Résistance de Fernand Pujol, chef du 3e bureau à la mairie de Béziers et responsable du sous-réseau de renseignement Betty ainsi que de René Lucille, un des fondateurs avec Pierre Malafosse du groupe Combat à Béziers.

Ce fonds comprend les archives clandestines du sous-réseau (1943-1944), les archives des services spéciaux DGER et DGSS (1944-1945), les archives d'homologation des membres du sous-réseau (1945-1950), des dossiers documentaires sur le réseau Coty, sur la Résistance et sur le Concours national de la Résistance (1950-2000).

Non encore accessible à la recherche

289 J Fonds André Dau

Fonds non classé

André Dau, alias « Jacques Bridoux « , résistant et déporté.

Ce fonds comprend des cartes individuelles d'identité, diplômes, rapports, témoignages, attestations, carnets illustrés, photographies, coupures de presse, notes, de la correspondance ainsi qu'un dossier de recherches sur André Dau par son fils Jacques Dau (2013).

Non encore accessible à la recherche

Archives sonores et audiovisuelles

Archives numérisées de complément

Dans ce guide, n'est signalée qu'une liste des collections dans lesquelles sont conservés des témoignages d'anciens résistants.

Pour plus d'information, se référer au répertoire analytique des témoignages oraux sur la Seconde Guerre mondiale.

Phonothèque de l'Office départemental d'action culturelle (ODAC)

1771 W — Contient quelques récits de vie témoignant d'actes de résistance.
Se reporter à l'inventaire en ligne

Unité audiovisuelle du conseil départemental de l'Hérault

2034 W, 2416 W — 6 témoignages audiovisuels : Lucie Aubrac, Jacqueline Fleury, Suzanne Orts, André Dau.
Se reporter à l'inventaire en ligne

Archives départementales de l'Hérault

2027 W — Collecte de 31 témoignages d'anciens résistants et déportés effectuée par les Archives départementales.
Se reporter à l'inventaire en ligne

2028 W — Collecte de témoignages sur la résistance et la déportation réalisés lors de manifestations organisées par les Archives départementales.
À signaler : Général Cambon de Lavalette, Suzanne Orts.
Se reporter à l'inventaire en ligne

Vidéo Animation Languedoc (VAL)

2 AV — 5 témoignages audiovisuels de résistants : Marcelle Abbal, Bernard Bonnafous, Raoul Loichot, Suzanne Orts, Eveline Peyronel.
Se reporter à l'inventaire en ligne

Fonds François Muracciole

9 AV — Enregistrements sonores de 34 témoignages oraux d'anciens résistants et requis au STO, réalisés par des étudiants de l'UFR Histoire de l'université Montpellier III, sous la responsabilité du professeur Jean-François Muracciole, dans le cadre de l'ESID (« États-Sociétés-Idéologies-Défense ») pendant l'année universitaire 2000-2001.
Se reporter à l'inventaire en ligne

Fonds Hélène Morsly

22 AV — Témoignages oraux filmés par Hélène Morsly de deux résistants : François Chafes et Marius Demolis.
Fonds non classé, non accessible à la recherche

Archives numérisées de complément

6 PRI 1-22 — Enregistrements sonores de 7 témoignages recueillis par le Centre de la Résistance et de la Déportation de Castelnau-le-Lez : Adolphe Anglada, Vincent Badie, René Campo, Émilienne Brelaz, Raymond Jacquet, Maurice Roche, François Simon.
On trouve également des captations faites lors des Journées des enseignants (2000) et de la commémoration du 50e anniversaire de la libération de Montpellier.
Se reporter à l'inventaire en ligne

12 PRI 1-2 — Fonds Jean-Claude Richard.
Témoignage oral et écrit de Jean Laval sur son activité dans la Résistance et sur la libération de Montpellier. Concerne également l'affaire Marissal.
L'enregistrement sonore est accessible en ligne en salle de lecture uniquement.
Se reporter à l'inventaire en ligne

128 PRI 2-3 — Fonds Laurent Antony Benjamin Duviols (1898-1944), brigadier au 38e régiment d'artillerie de campagne (38e RAC), au 1er régiment du génie (1er RG), détaché comme secrétaire à l'état-major de l'artillerie divisionnaire de la 2e division polonaise (1919-1920), puis adjoint au chef régional du mouvement de Résistance Franc-Tireur pour la région R-3 (1943-1944), décédé en déportation.

128 PRI 2 : cartes d'identités personnelles, lettres de captivité et de déportation, cartes de combattant volontaire de la Résistance et de déporté résistant (1943-1944, 1954).

128 PRI 3 : Recherches sur le camp de Langenstein menées par Pierre Duviols, fils de Laurent Duviols : photographie, formulaires de recherche, correspondance (1991-1992).
Documents numérisés accessibles en ligne
Se reporter à l'inventaire en ligne

146 PRI 1 — Fonds Andrée Astier-Bes, résistante, déportée à Ravensbrück : témoignage oral enregistré au collège de Paulhan vers 1996-1997 par Régine Bernard.
L'enregistrement sonore est accessible en ligne en salle de lecture uniquement.
Se reporter à l'inventaire en ligne

150 PRI 1 Fonds Suzanne Orts, résistante, déportée à Ravensbrück : carnet manuscrit personnel rédigé en déportation. 1944-1945
Document numérisé accessible en ligne
Se reporter à l'inventaire en ligne

154 PRI 1-14 Fonds du comité départemental de l'Association Nationale des Anciens Combattants et des Amis de la Résistance (ANACR) 1984-2004
11 témoignages oraux et discours publics d'anciens résistants (1984-2004) : André Allègre, Henri Arnaud, Étienne Bouttes, Odette Capion-Branger, Fernand Chabert, René Coulet, Paul Dinnat, Pierre Julliard, Eugène Malzac, Gabrielle Mauzé-Dutriévoz Robert Saldo.
Ces enregistrements ont été confiés pour numérisation et diffusion au public.
Documents numérisés accessibles en ligne
Voir également le fonds privé 254 J.
Se reporter à l'inventaire en ligne

175 PRI 1-10 Archives de la famille Girvès : fonds du colonel Georges Girvès (1883-1971) et de son fils, le capitaine Jean Girvès (1920-1989), alias "Capitaine Latourette".
De février 1941 à mai 1943 (démission), Georges Girvès, alors en retraite, est maire de Puisserguier. En septembre 1943, il entre dans la Résistance, alors que son fils, Jean Girvès, déjà entré en Résistance, s'apprête à commander le Maquis Latourette, très actif dans le Biterrois en 1944.
Documents numérisés accessibles en ligne
Se reporter à l'inventaire en ligne